



Santé pour tous!

Mouvement Populaire pour la Santé

Affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé des personnes et de la planète

**Ressource de discussion pour l'Université
Internationale de la Santé des Peuples**

UISP 2024

Confrontation du capitalisme et de l'impérialisme dans la lutte pour la santé - des personnes et de la planète¹

Ressource de discussion pour Université internationale de la santé des peuples

3 août 2024

Cette ressource de discussion est basée sur le document de référence préparé pour la cinquième Assemblée populaire de la santé qui se tiendra à Mar del Plata, en Argentine, du 7 au 11 avril 2024.

Contenu

Résumé	Error! Bookmark not defined.
Chapitre 1. Introduction	1
Chapitre 2. La promesse non tenue de la santé pour tous	6
Chapitre 3. Les obstacles à la réalisation du CAH sont enracinés dans les forces et les dynamiques du capitalisme transnational et de l'impérialisme	9
Chapitre 4. Cartographie de l'ordre mondial contemporain	30
Chapitre 5. Futurs possibles : implications pour la lutte pour la santé	40
Chapitre 6. La lutte pour la santé : affronter le capitalisme et l'impérialisme	45

----ooooOOOOoooo----

Chapitre 1. Introduction

Les principaux obstacles à la réalisation du droit à la santé - la santé pour tous - sont liés au fonctionnement normal du capitalisme et de l'impérialisme. Ce document propose un cadre pour l'élaboration de stratégies visant à surmonter ces obstacles.

Le droit à la santé et la santé pour tous

La [Constitution de l'OMS](#) déclare que "la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa

1. Préparé par David Legge avec la contribution des membres du comité directeur et du conseil consultatif de PHM.

religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale". Cette affirmation a été réitérée dans l'article 12 du [Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966](#).

L'engagement "La santé pour tous en l'an 2000" a été formulé pour la première fois dans la [résolution 30.43 de l'Assemblée mondiale de la santé](#) (mai 1977), qui "déclarait que l'ampleur des problèmes de santé et la répartition inéquitable des ressources sanitaires dans le monde étaient intolérables" et "décidait que le principal objectif social des gouvernements et de l'OMS dans les décennies à venir devrait être d'amener tous les citoyens du monde, d'ici à l'an 2000, à un niveau de santé qui leur permette de mener une vie socialement et économiquement productive".

Le WHA30.43 a été suivi par la [Déclaration d'Alma-Ata](#) (en septembre 1978) qui a déclaré que les inégalités de santé existantes étaient "politiquement, socialement et économiquement inacceptables".

La promesse non tenue de la santé pour tous

Cependant, le droit à la santé est violé quotidiennement pour des millions, voire des milliards de personnes aujourd'hui.

Dans le chapitre 2, le déni du droit à la santé est documenté en référence à la santé maternelle et infantile, à l'accès à l'eau et à l'assainissement, et aux dépenses de santé.

Liens entre le déni du droit à la santé et le fonctionnement du capitalisme et de l'impérialisme

Le Mouvement populaire pour la santé a souligné à plusieurs reprises que les relations économiques du capitalisme et la géopolitique de l'impérialisme constituaient des obstacles majeurs à la réalisation du droit à la santé (voir les [déclarations du Mouvement populaire pour la santé](#)). Cependant, les circonstances dans lesquelles ces barrières opèrent varient considérablement.

L'engagement de PHM est de s'attaquer aux obstacles locaux et immédiats au droit à la santé, mais de le faire de manière à contribuer également à la résolution des dynamiques macro et mondiales qui reproduisent ces obstacles. (voir le [principe micro macro](#), ci-dessous)

Le chapitre 3 fournit un cadre d'analyse des différentes façons dont le capitalisme et l'impérialisme peuvent avoir un impact sur la santé des personnes dans différents contextes. Les huit façons dont le capitalisme et l'impérialisme entraînent des inégalités en matière de santé sont les suivantes :

- L'aggravation des inégalités économiques,
- L'austérité, y compris le manque de capacité fiscale et l'imposition d'un ajustement structurel,
- Privatisation des soins de santé,
- Patriarcat, colonialisme, xénophobie : division et exploitation,
- Protection extrême de la propriété intellectuelle,
- Croissance économique mondiale non durable, réchauffement climatique et crise écologique,
- des systèmes alimentaires conçus pour maximiser les profits des entreprises plutôt que pour répondre aux besoins des populations, et
- Guerres et conflits, occupation et nettoyage ethnique, migration forcée, régimes autoritaires.

Il décrit comment les opérations du capitalisme et de l'impérialisme créent des obstacles à la santé dans chacun de ces domaines.

Ces dynamiques ne sont pas indépendantes les unes des autres. La pauvreté et les richesses obscènes s'entrecroisent avec tous les autres domaines. La crise fiscale conduit les pays à s'endetter, ce qui est ensuite utilisé (par le FMI et d'autres institutions financières) pour mettre en œuvre de nouvelles politiques néolibérales. L'ajustement structurel renforcé par la dette a contribué au remodelage des systèmes alimentaires. La dégradation de l'environnement est accélérée par les systèmes alimentaires capitalistes.

Ces dynamiques ne fonctionnent pas de la même manière selon les époques et les contextes. Toutefois, le chapitre 3 fournit un cadre d'analyse des différentes façons dont le capitalisme et l'impérialisme peuvent avoir un impact sur la santé des personnes dans différents contextes.

Cartographie de l'ordre mondial contemporain

Le **chapitre 4** propose un cadre pour "cartographier l'ordre mondial contemporain". Ce cadre est conçu pour rendre visibles les liens entre les circonstances spécifiques des luttes locales et la dynamique globale du capitalisme transnational.

Les éléments de l'ordre mondial contemporain qui sont examinés sont les suivants :

- Le capitalisme transnational,
- La "crise de surproduction",
- La financiarisation et la dette,
- L'impérialisme,
- Un nouveau monde multipolaire,
- Institutions de la gouvernance mondiale,
- les oppressions transversales liées à la classe, au sexe, à l'appartenance ethnique, à la religion et aux aptitudes, et
- L'idéologie.

C'est à l'activiste local qu'incombe la tâche de discerner si et comment ces éléments du tableau d'ensemble peuvent fonctionner en relation avec les luttes locales et immédiates.

Des futurs possibles, des idées qui inspirent

Le **chapitre 5** explore les scénarios possibles de changement global, ce qui constitue une première étape dans l'identification des points d'intervention les plus stratégiques et des modes d'action possibles à ces endroits. Ces choix sont fondamentalement locaux mais ont des implications claires pour la lutte mondiale.

Le chapitre note que les tendances actuelles - le statu quo - laissent présager des résultats désastreux, mais que les systèmes complexes peuvent prendre de nouveaux virages spectaculaires. Le chapitre se concentre sur les développements matériels qui créent de nouvelles opportunités et sur les idées inspirantes qui pourraient mobiliser des millions de personnes pour exiger de nouvelles orientations. Dans cet esprit, le chapitre explore

- L'écossocialisme et la planification économique démocratiquement responsable,
- Buen vivir, bien vivre,
- Décolonialité, et
- Nouvelles configurations géopolitiques.

Implications pour PHM : affronter le capitalisme et l'impérialisme dans la lutte pour la santé

Enfin, le **chapitre 6** examine les implications de cette analyse pour PHM, en termes de création de mouvements, de pratiques culturelles et de choix stratégiques. Ces choix dépendent des circonstances locales et des besoins immédiats, mais doivent tenir compte des implications plus macro et à plus long terme.

Le principe micro macro

La lutte contre le capitalisme est une question d'ensemble, mais elle n'est pas une alternative à la myriade de problèmes locaux et immédiats auxquels les communautés sont confrontées, y compris la

demande d'accès aux soins de santé et l'engagement dans la détermination sociale de la santé de la population.

Le défi des activistes est d'aborder les questions locales et immédiates de manière à traiter également les questions macro et structurelles à plus long terme. La concrétisation de cette idée dépendra des circonstances locales, mais elle impliquera de rassembler les récits qui parlent de ces relations micro-macro.

L'équilibre entre l'action culturelle et politique directe et la défense des politiques visant à stimuler l'action gouvernementale

Les stratégies visant à modifier le système peuvent se concentrer sur l'action culturelle et politique directe *et/ou sur* la défense des intérêts politiques en vue d'une action gouvernementale. Les deux sont nécessaires.

L'action culturelle (commoning, vivre différemment) consiste à résister à la marchandisation, à l'aliénation et à la dégradation de l'environnement dans nos propres vies et dans nos communautés. Elle inclut l'action directe (culturelle et politique) pour confronter les escrocs des entreprises et de la politique. Elle implique de vivre différemment et de se réapproprier les biens communs.

Une action culturelle est nécessaire pour restaurer et maintenir l'espoir, pour renforcer la foi dans le pouvoir potentiel du "peuple uni" et pour créer l'engagement communautaire et la résilience nécessaires pour défier et résister au retour de bâton du capital.

La défense des politiques exigeant une action gouvernementale est également un élément nécessaire pour parvenir à un changement structurel, aux niveaux local, national et international. Toutefois, l'efficacité de la défense des politiques pour obtenir des changements dépend de l'intégrité, de la responsabilité et de la responsabilité démocratique du gouvernement.

Dans le cadre de la mondialisation néolibérale, la capacité des gouvernements à servir la population et à protéger la Terre nourricière est limitée :

- le manque de contrôle sur les investissements,
- le pouvoir politique des grandes entreprises (dons de campagne, pots-de-vin, portes tournantes),
- le pouvoir élargi du capital par le biais du "sentiment du marché", et
- la menace d'une intervention impériale (sanctions financières, déstabilisation secrète, action militaire).

Si l'action gouvernementale n'est pas démocratiquement responsable, elle ne pourra pas surmonter ces sources de résistance. La création de mouvements sociaux et politiques, enracinés dans leurs communautés, qui peuvent imposer une telle responsabilité implique une action culturelle directe ainsi qu'une action politique.

Solidarité et convergence

L'action des citoyens s'exprime dans les mouvements sociaux et politiques. Le Mouvement pour la santé des peuples fait partie de l'un de ces mouvements ; il s'agit du mouvement "Santé pour tous".

Cependant, la lutte pour la santé se déroule parallèlement à de nombreuses autres luttes portant sur des priorités différentes dans des contextes différents, même si, à bien des égards, les circonstances sous-jacentes sont encadrées par les mêmes structures profondes. Cependant, alors que chacun de ces mouvements poursuit ses propres objectifs et stratégies, sans collaboration entre les mouvements, les structures sous-jacentes, y compris le capitalisme transnational, ne sont pas remises en question.

La coordination des voix des personnes à travers ces différents mouvements nécessite des voies de convergence entre les différents mouvements sociaux progressistes. La convergence appelle à une

écoute profonde au-delà des différences, à la solidarité lorsque d'autres souffrent, et à la reconnaissance des structures communes d'oppression et de dégradation.

Les relations d'oppression ou de discrimination fondées sur le sexe, l'appartenance ethnique ou les aptitudes doivent être combattues, mais nous devons aller au-delà des multiples luttes séparées pour la libération. Nous devons également reconnaître le rôle que joue le capitalisme dans la reproduction de ces oppressions distinctes. Les luttes identitaires spécifiques doivent être replacées dans le contexte d'une analyse plus large du capitalisme, y compris ses stratégies de division et d'exploitation. Tous les axes de l'oppression doivent être abordés ; une politique de l'amour et des droits est essentielle pour construire la solidarité et la convergence nécessaires pour renverser le capitalisme.

Donner la priorité à nos liens avec la communauté

Les messages de PHM et notre force politique dépendent des liens étroits que nous entretenons avec les communautés dont nous cherchons à promouvoir les besoins et dont nous dépendons pour nous faire entendre.

Nous devons continuer à construire le PHM à partir de la base, en donnant la priorité à notre travail aux niveaux national et régional. Le [plan stratégique de PHM \(2020-2025\)](#) engage nos programmes mondiaux et nos cercles thématiques à réorienter leur organisation et leurs activités pour s'engager plus étroitement avec les militants de PHM (et les militants potentiels) travaillant dans les cercles nationaux et régionaux.

Le projet de convergence des mouvements commence également aux niveaux local, national et régional. Il s'agit d'établir des partenariats avec les mouvements politiques et sociaux qui sont largement alignés sur les orientations de PHM, de développer la communication et les échanges avec ces alliés (et les alliés potentiels).

Soins de santé primaires

La [déclaration d'Alma-Ata de 1978 sur les soins de santé primaires](#) reste une source d'inspiration pour les agents de santé progressistes. La clause 3 de la déclaration cite l'appel à un nouvel ordre économique international ([NOEI](#)) et, ce faisant, situe la lutte pour la santé dans le contexte de l'économie et de la politique mondiales.

La déclaration fournit des conseils pratiques aux professionnels de la santé sur l'importance de l'accès aux soins de santé primaires et sur la nécessité d'agir sur les conditions qui déterminent la santé de la communauté. Elle invite les professionnels de la santé à se considérer comme travaillant en partenariat avec leurs communautés, à ne pas se contenter de fournir des services médicaux, mais à collaborer pour renforcer les soins de santé et à s'engager ensemble dans la création de communautés en bonne santé.

L'importance d'Alma-Ata dans la promotion de ce partenariat communautaire en matière de santé souligne la nécessité d'affronter les forces politiques qui cherchent à commercialiser et à privatiser les soins de santé. La campagne de la Banque mondiale et de l'OMS sur la "couverture sanitaire universelle" est particulièrement préoccupante, car elle sert de couverture au projet de commercialisation et de privatisation des soins de santé.

Alma-Ata n'a pas été le dernier mot en matière de soins de santé primaires. Il reste de l'espace pour développer le discours sur les soins de santé primaires, notamment en intégrant les idées d'écosocialisme et de *buen vivir* dans la lutte en cours pour atteindre la santé pour tous.

Espoir, incertitude et action

Par le passé, la lutte révolutionnaire dans les pays était considérée comme la principale voie vers les profonds changements sociaux et politiques nécessaires pour remplacer le capitalisme. La lutte

révolutionnaire reste la stratégie nécessaire dans de nombreux contextes, mais les possibilités de transformation révolutionnaire à l'échelle mondiale à l'ère de la mondialisation néolibérale impérialiste transnationale sont plus incertaines.

Cependant, l'histoire est imprévisible. En période chaotique, de petites perturbations peuvent conduire des systèmes complexes au-delà de la stabilité.

Notre monde traverse une crise profonde ; il est essentiel de comprendre les causes profondes de cette crise pour déterminer les mesures à prendre afin de rétablir l'équilibre de notre monde.

La santé pour tous maintenant ! reste notre appel et nous travaillerons sans relâche pour atteindre cet objectif.

----ooooOOOOoooo----

----ooooOOOOoooo----

Chapitre 2. La promesse non tenue de la santé pour tous

La santé pour tous en l'an 2000

Échec de la réalisation de la santé pour tous

La santé pour tous n'a pas été atteinte en l'an 2000. En effet, c'est parce que l'OMS n'a pas réussi à relever les défis sanitaires fondamentaux auxquels sont confrontées les communautés de base que les organisations de santé populaire ont convoqué la première Assemblée *populaire* de la santé (distincte de l'Assemblée *mondiale* de la santé) en décembre 2000 (voir [la Charte des peuples pour la santé](#)).

En 2024, la vision de l'EPT n'est toujours pas réalisée en ce qui concerne les soins de santé et la santé de la population. Les objectifs de développement durable des Nations unies (adoptés en 2015) fournissent un ensemble complet d'indicateurs pour la réalisation de l'EPT, en particulier l'objectif 3.

En septembre 2023, le [Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable](#) a reconnu ce qui suit :

La réalisation des ODD est en péril. À mi-parcours de l'Agenda 2030, nous sommes alarmés par le fait que les progrès réalisés pour la plupart des ODD sont soit beaucoup trop lents, soit en régression par rapport au niveau de référence de 2015. Notre monde est actuellement confronté à de nombreuses crises. Des années de progrès en matière de développement durable sont en train de s'inverser. Des millions de personnes sont tombées dans la pauvreté, la faim et la malnutrition sont de plus en plus répandues, les besoins humanitaires augmentent et les effets du changement climatique sont plus prononcés. Cette situation a conduit à une augmentation des inégalités, exacerbée par l'affaiblissement de la solidarité internationale et le manque de confiance pour surmonter ensemble ces crises.

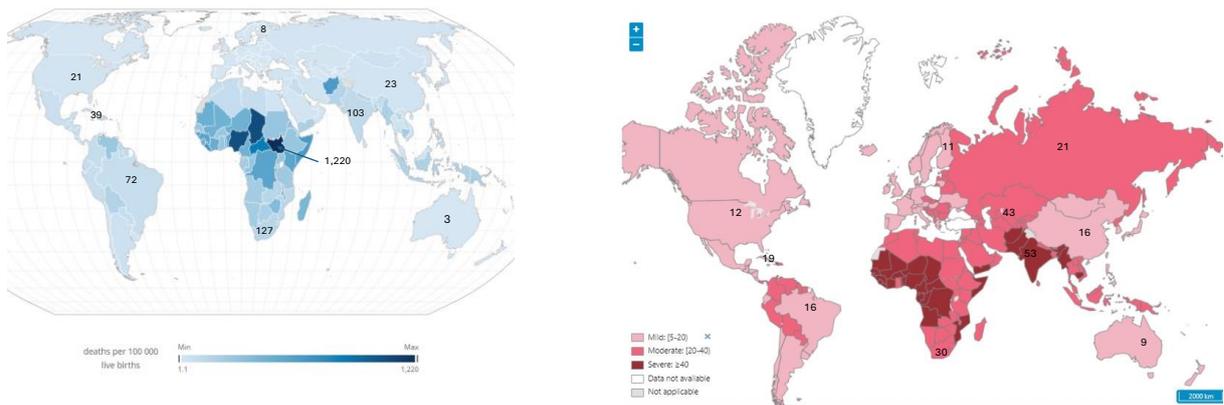


Figure 1. Santé maternelle. Le panneau de gauche indique le taux de mortalité maternelle, c'est-à-dire le nombre de décès maternels pour 100 000 naissances vivantes (2020, [données de l'OMS](#)). Le panneau de droite montre la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer (15-49 ans, %, 2019, OMS, [lien](#)).

Un rapport soumis au Conseil exécutif en janvier 2024 ([EB154/21](#)) a examiné l'absence de progrès dans la prise en compte des déterminants sociaux de la santé. Le rapport rappelle trois objectifs directeurs fixés par la Commission de l'OMS sur les déterminants sociaux de la santé en 2008. Il s'agit de réduire de moitié l'écart d'espérance de vie entre les pays et entre les groupes sociaux au sein des pays, de réduire de moitié les taux de mortalité des adultes dans tous les pays et de réduire de 90 % et de 95 % la mortalité infantile et maternelle, respectivement.

Des progrès ont été réalisés par rapport aux trois objectifs, mais les taux d'amélioration actuels sont insuffisants pour atteindre les objectifs d'ici 2040. Les inégalités persistent entre les pays et, à l'intérieur des pays, lorsque les données sont disponibles, les tendances sont souvent déconcertantes. Les sous-groupes de population défavorisés, tels que ceux dont le statut socio-économique et le niveau d'éducation sont inférieurs et ceux qui sont victimes de discrimination raciale, vivent moins longtemps et en moins bonne santé.

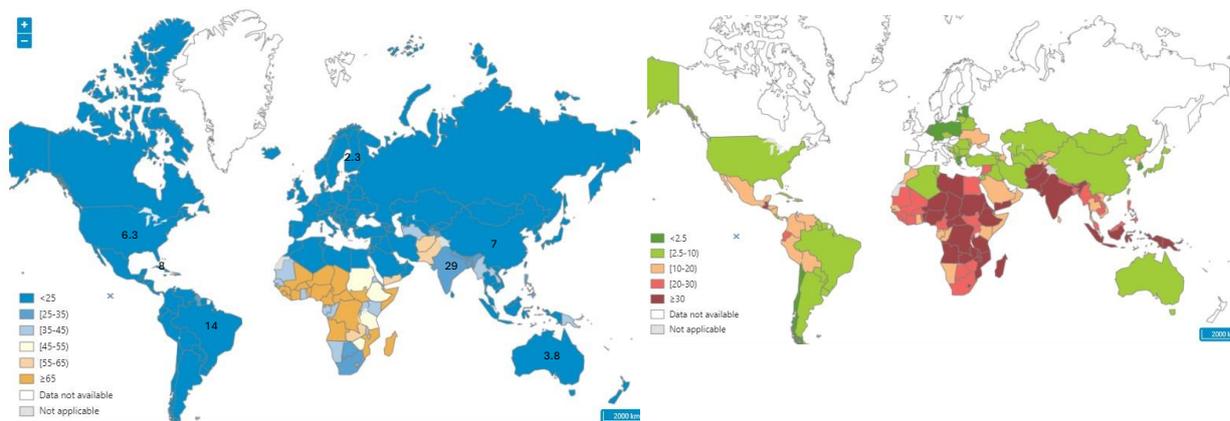


Figure 2. Santé de l'enfant. Le panneau de gauche montre la mortalité des enfants de moins de cinq ans (probabilité de mourir avant l'âge de cinq ans, pour les deux sexes, pour 1 000 naissances vivantes, 2021, [OMS](#)). Le panneau de droite montre la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (% de taille pour l'âge <2SD, 2022, [OMS](#)).

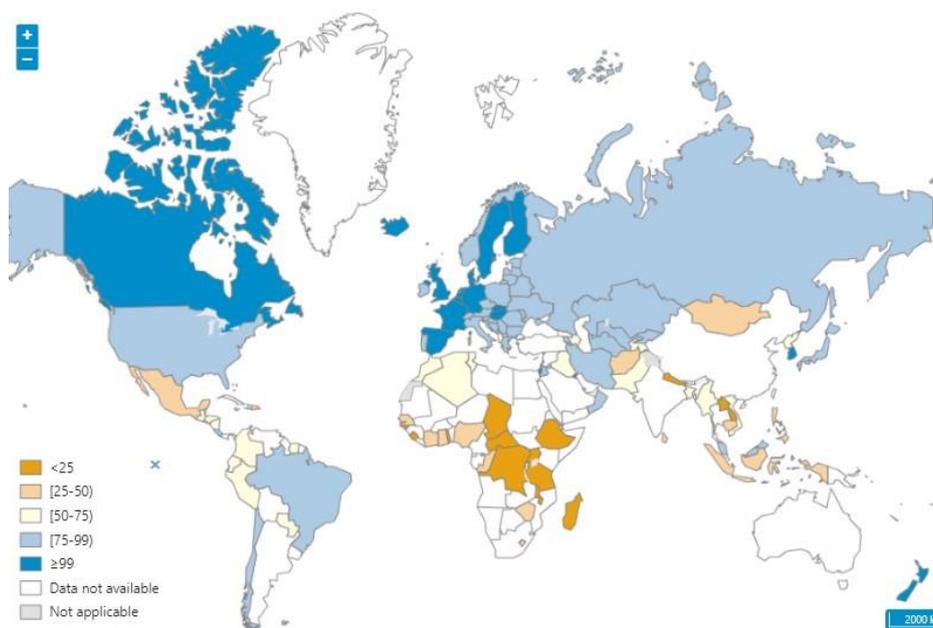


Figure 3. Population utilisant des services d'eau potable gérés en toute sécurité (% , 2019, [OMS](#))

Un autre rapport soumis au Conseil exécutif de l'OMS en janvier 2024 ([EB154/6](#)) indiquait que

Malgré des améliorations jusqu'en 2015, les progrès en matière de couverture des services de santé essentiels se sont ralentis et ont stagné entre 2019 et 2021, tandis que les dépenses de santé catastrophiques n'ont cessé de s'aggraver entre 2000 et 2019. [...]

Au sein des pays, les difficultés financières étaient concentrées parmi les plus pauvres (les personnes vivant dans les ménages les moins aisés), principalement en raison des taux plus élevés de dépenses de santé non remboursées qui appauvrissent les populations. Les dépenses de santé catastrophiques sont plus fréquentes dans les ménages dont les membres sont plus âgés (60 ans ou plus). Les personnes vivant dans les zones rurales et les plus pauvres sont les moins susceptibles d'être entièrement couvertes par les services de santé essentiels et sont également confrontées à des taux plus élevés de difficultés financières.

Location	CHE (US \$, 2021)	Countries	Population impoverished (millions, 2019)
High income	3,695		
Upper middle income	575		
Lower middle income	157	High income	0.63
Low income	45	Upper middle income	23.84
Australia	7,055	Lower middle income	105.36
Brazil	761	Low income	11.48
Cuba	1,186		
Finland	5,488		
India	74		
USA	12,012		

Figure 4. Ressources pour la santé. Le panneau de gauche indique les dépenses de santé actuelles par habitant en dollars américains ([dernières données de l'OMS](#)). Le panneau de droite montre l'appauvrissement des soins de santé, la population totale poussée en dessous du seuil de pauvreté de 3,65 \$ par les dépenses de santé des ménages ([données 2019 de l'OMS](#)).

Chapitre 3. Les obstacles à la réalisation du CAH sont enracinés dans les forces et les dynamiques du capitalisme transnational et de l'impérialisme

Ce chapitre examine huit liens critiques entre la crise sanitaire et les rouages du capitalisme transnational et de l'impérialisme :

1. l'aggravation des inégalités économiques,
2. l'austérité,
3. un mouvement mondial de privatisation des soins de santé, qui a des répercussions sur la qualité, l'efficacité et l'équité de l'accès,
4. patriarcat, colonialité, xénophobie : moteurs de division et d'exploitation,
5. une protection extrême de la propriété intellectuelle,
6. la croissance économique, le réchauffement climatique et la crise écologique,
7. des systèmes alimentaires conçus pour maximiser les profits des entreprises plutôt que pour répondre aux besoins humains, et
8. guerres et conflits, occupation et nettoyage ethnique, migrations forcées, régimes autoritaires.

Ces dynamiques ne sont pas indépendantes les unes des autres. La pauvreté et les richesses obscènes s'entrecroisent avec tous les autres domaines. La crise fiscale conduit les pays à s'endetter, ce qui est ensuite utilisé (par le FMI et d'autres institutions financières) pour mettre en œuvre de nouvelles politiques néolibérales. L'ajustement structurel renforcé par la dette a contribué au remodelage des systèmes alimentaires. La dégradation de l'environnement est accélérée par les systèmes alimentaires capitalistes.

Les charges imposées par ces différentes forces sont exacerbées par l'inégalité entre les sexes lorsque les difficultés rencontrées au niveau du ménage et de la communauté sont atténuées par le travail de reproduction sociale non rémunéré et invisible des femmes et des filles. [Oxfam \(2020\)](#) a estimé que le travail de soins non rémunéré des femmes représente 12,5 milliards d'heures par jour au niveau mondial, pour une valeur monétaire estimée à au moins 10,8 billions de dollars.

Ces dynamiques ne fonctionnent pas de la même manière selon les époques et les contextes. Toutefois, ce chapitre fournit un cadre d'analyse des différentes façons dont le capitalisme et l'impérialisme peuvent avoir un impact sur la santé des personnes dans différents contextes.

Pour comprendre ces dynamiques et ces forces, il faut reconnaître leur histoire dans le cadre du colonialisme direct, y compris l'esclavage et le génocide (voir les discussions sur l'impérialisme et la décolonialité ci-dessous). (Voir les discussions sur l'[impérialisme](#) et la [décolonialité](#) ci-dessous).

1. L'aggravation des inégalités économiques

Selon le [rapport 2022 sur les inégalités dans le monde](#), au cours des deux dernières décennies :

L'écart entre les revenus moyens des 10 % de pays les plus riches et les revenus moyens des 50 % de pays les plus pauvres est passé d'environ 50x à un peu moins de 40x². Dans le même temps, les inégalités se sont considérablement accrues au sein des pays. L'écart entre les revenus moyens des 10 % d'individus les plus riches et des 50 % d'individus les plus pauvres au sein d'un même pays a presque doublé, passant de 8,5 fois à 15 fois.

2. Il est probable que cette réduction reflète les performances économiques des pays BRICS plus. Voir [Tricontinental 2024 Partie V](#).

L'inégalité économique a de nombreuses répercussions sur la santé : manque de nourriture, logements insalubres, absence d'infrastructures urbaines et rurales de base et diverses expositions professionnelles. Parallèlement, l'inégalité économique a un impact sur l'accès à des soins de santé décentes. Pour des milliards de personnes, les frais de santé constituent un obstacle insurmontable à l'accès aux soins.

L'aggravation des inégalités économiques est une conséquence directe du fonctionnement du capitalisme du 21st siècle.

Avec le libre-échange, les grandes entreprises sont devenues des entreprises mondiales et certains secteurs ont été dominés au niveau mondial par quelques entreprises géantes qui réalisent des superprofits en raison de leur statut. Grâce à leur position dominante sur le marché, à leur portée mondiale et à leur contrôle des technologies, elles sont en mesure d'éviter la concurrence par les prix et de gonfler les prix. En raison de leur taille, elles peuvent forcer les pays à se concurrencer pour attirer les investissements par le biais d'un nivellement par le bas des salaires, de la réglementation et de la fiscalité. Grâce à leur pouvoir de monopole, elles peuvent imposer des marges bénéficiaires extrêmement réduites à leurs fournisseurs et distributeurs.

Cependant, la combinaison du développement technologique et des chaînes d'approvisionnement mondiales signifie que davantage de choses peuvent être produites pour les marchés mondiaux par moins de personnes. En conséquence, la croissance économique ralentit parce que moins de personnes sont en mesure d'acheter des produits ou d'acheter beaucoup de produits (ce que l'on appelle une "crise de surproduction", [voir ci-dessous](#)).

Avec le ralentissement des investissements dans de nouvelles capacités de production mondiales, les profits croissants générés par les monopoles mondiaux se retrouvent de plus en plus sur les marchés financiers, achetant et vendant des actions, des sociétés et des dettes (voir "financiarisation"). [financiarisation](#) ci-dessous). Les banques et autres entreprises financières participent à cette manne en empruntant à bon compte (en vendant des obligations, qui sont en fait des reconnaissances de dettes, achetées par des entreprises et des particuliers fortunés) et en prêtant de l'argent à des taux d'intérêt plus élevés afin de réaliser leurs bénéfices.

Les prêts aux ménages (pour le logement, l'éducation, la retraite et les soins de santé) et les prêts aux gouvernements (lorsque la fiscalité est insuffisante pour couvrir les dépenses publiques récurrentes) contribuent à soutenir la poursuite de l'activité économique en dépit de la "crise de surproduction" (en fait, la consommation financée par la dette). Toutefois, lorsque les ménages ont des problèmes d'endettement (par exemple, en raison de l'augmentation des taux d'intérêt), ils perdent leurs actifs au profit des banques. Lorsque les gouvernements ont des problèmes d'endettement, ils sont contraints de réduire les dépenses publiques afin d'assurer le service de leur dette.

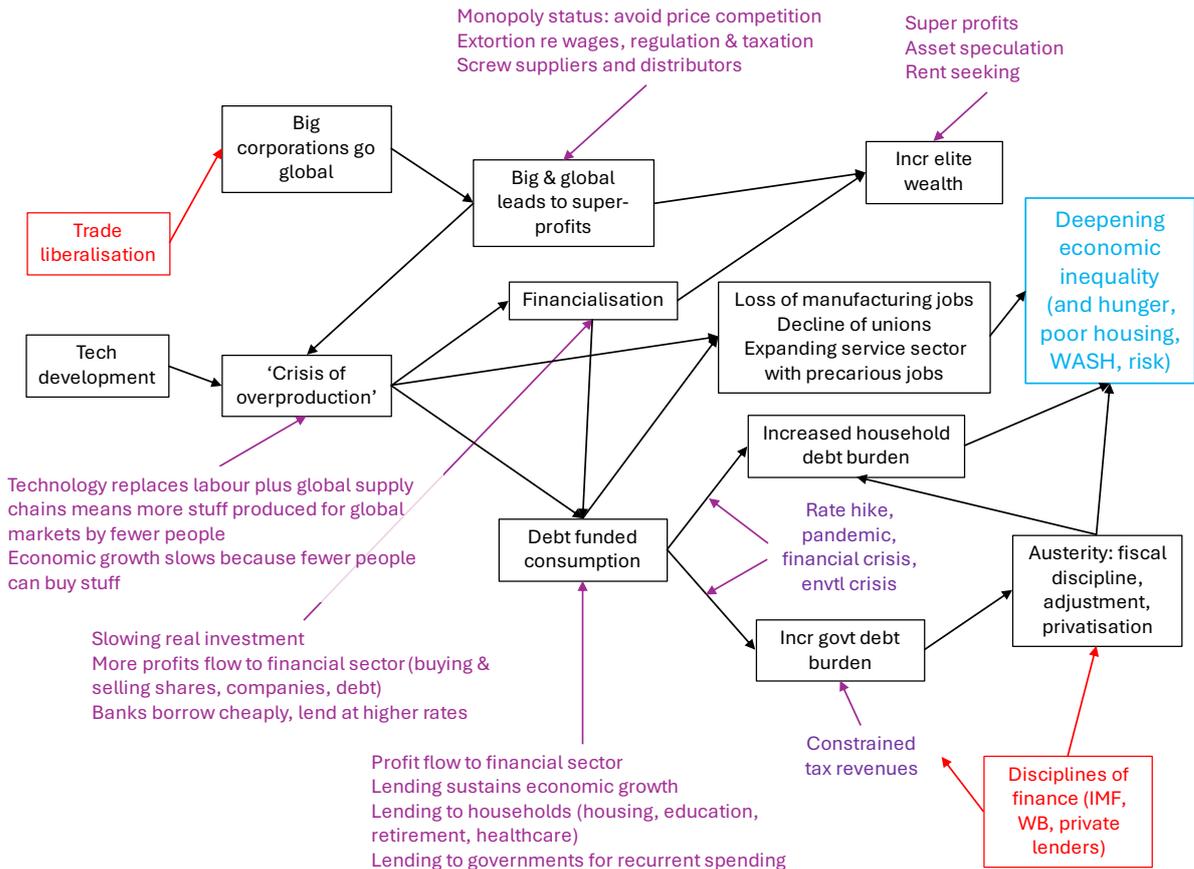


Figure 5. L'aggravation des inégalités économiques : comment fonctionne le capitalisme du XXIe siècle (lire de gauche à droite)

Cette dynamique contribue à l'aggravation des inégalités de plusieurs manières.

Au niveau macroéconomique, la part des salaires dans le revenu national (par opposition à la part des bénéficiaires) continue de baisser (ce qui contribue également à la stagnation de la demande), tandis que la proportion du revenu des ménages provenant des salaires (par opposition aux dividendes, aux intérêts et aux plus-values) continue de diminuer.

Alors que la technologie remplace progressivement la main-d'œuvre manufacturière et que les investissements dans l'industrie manufacturière se concentrent de plus en plus dans des régions particulières, une proportion croissante de personnes sont soit au chômage, soit employées dans des "industries de services".

Cette catégorie comprend les services à la personne (éducation, soins de santé, soins aux personnes âgées), le divertissement et l'hôtellerie, ainsi que la finance et l'assurance. La qualité de l'emploi varie considérablement dans les industries de services. Dans le secteur des soins de santé, elle va des spécialistes médicaux surpayés aux aides-soignants handicapés employés de manière précaire. Dans le secteur du divertissement et de l'hôtellerie, elle va des barons des médias aux baristas à l'emploi précaire. Dans le secteur financier en pleine expansion, elle varie des cadres bancaires aux employés précaires des centres d'appel.

Avec la perte d'emplois dans l'industrie manufacturière et la forte variation de la rémunération, de la sécurité de l'emploi et de la récompense intrinsèque dans les industries de services, le fossé se creuse entre les chômeurs, les personnes sous-employées et les travailleurs précaires, d'une part, et le petit nombre de personnes riches et très riches (qui perçoivent des salaires élevés, des dividendes, des plus-values ou les trois à la fois), d'autre part.

L'expansion des industries de services implique un retour à des relations plus nues de maître à serviteur entre les riches et les précaires, en particulier dans l'hôtellerie et l'économie des soins, avec de grandes inégalités entre les hommes et les femmes (y compris le travail de soins non rémunéré).

L'aggravation des inégalités économiques, conséquence directe du fonctionnement du capitalisme du 21st siècle, est un obstacle majeur à la réalisation de la promesse de la santé pour tous.

2. Austérité

L'austérité économique est la deuxième voie par laquelle le capitalisme contemporain reproduit les inégalités en matière de santé. Le terme "austérité" englobe généralement

- des dépenses publiques fortement limitées (services à la personne, infrastructures, soutien économique aux ménages), et
- L'"ajustement structurel" qui, outre la réduction des dépenses publiques, peut inclure
 - La dévaluation permet d'augmenter les recettes d'exportation mais entraîne également une augmentation des prix des importations,
 - la privatisation des services publics et la commercialisation des programmes de services,
 - la réduction/le plafonnement des salaires et la déréglementation des relations de travail,
 - la réforme des pensions.

L'austérité est généralement imposée par le FMI comme condition au sauvetage de la dette, par les banques de développement et les fournisseurs d'aide bilatérale comme condition aux prêts d'aide au développement, et par les marchés financiers privés (qui menacent de vendre des actions et des devises si les dépenses publiques sont jugées trop élevées ou si les paramètres politiques ne sont pas considérés comme favorables aux entreprises).

L'impact des politiques d'ajustement structurel imposées par les puissances financières exacerbe d'autres contraintes pesant sur les recettes fiscales :

- les taux d'imposition préférentiels exigés par (extorqués par) les investisseurs étrangers,
- les défis posés par l'imposition de l'économie informelle, et
- l'évasion fiscale des entreprises et des riches.

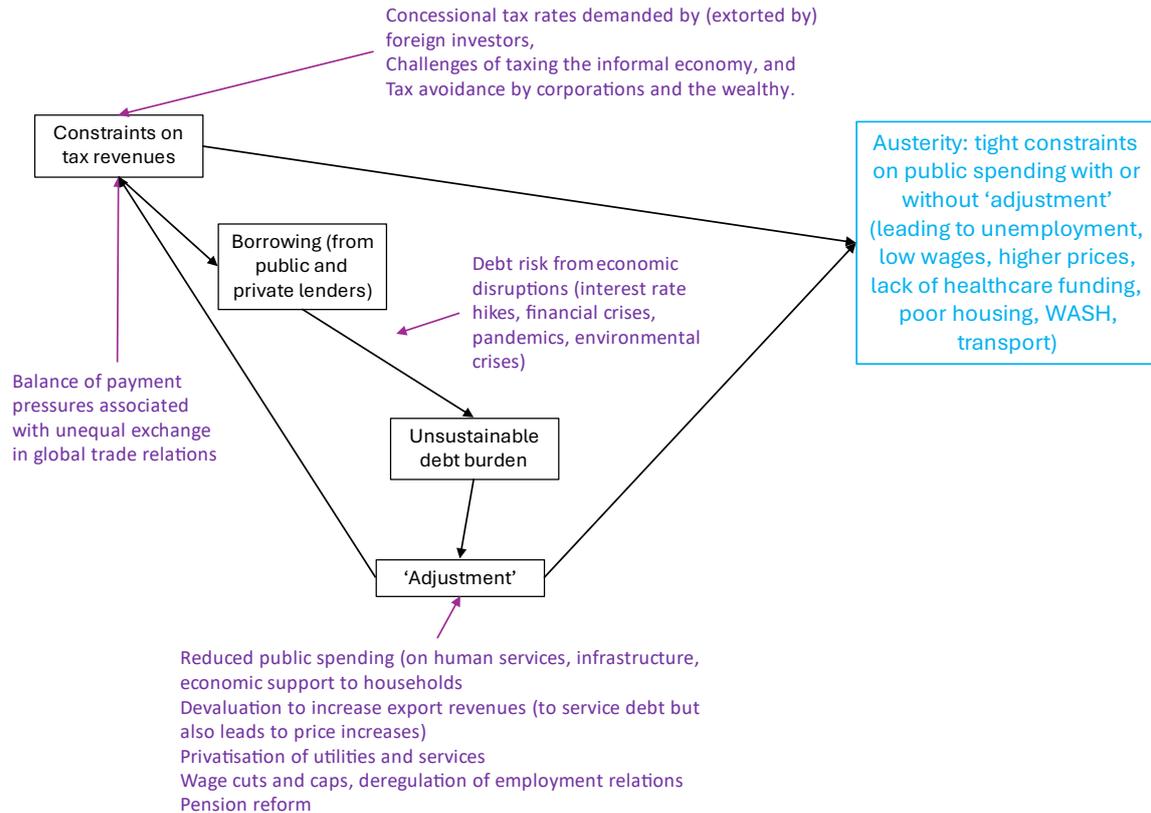


Figure 6. Contraintes strictes sur les dépenses publiques (avec ou sans "ajustement" imposé)

L'austérité a un impact différent sur les hommes et les femmes, tant dans l'économie formelle, où les femmes représentent une part importante de la main-d'œuvre des services à la personne, que dans le monde du travail non rémunéré, où cette charge s'accroît en raison du déclin de la socialisation du travail de soins.

Les **fortes contraintes qui pèsent sur les recettes fiscales, en particulier lorsqu'elles sont exacerbées par les régimes d'austérité imposés, constituent des obstacles majeurs à la santé pour tous** : chômage et sous-emploi, salaires insuffisants, prix plus élevés, financement insuffisant des services de santé publique (associé à la pression exercée pour commercialiser et privatiser les soins de santé), logement et infrastructures urbaines médiocres (WASH, transports).

3. Privatisation des soins de santé

La privatisation des soins de santé, y compris la commercialisation des systèmes de santé, est une troisième voie par laquelle le capitalisme contemporain reproduit les inégalités en matière d'accès aux soins de santé et de résultats, ainsi que l'appauvrissement des soins de santé.

La privatisation de la prestation de services est généralement mise en œuvre par la "commercialisation" du financement des soins de santé. L'incitation au profit dans ces "marchés" conduit généralement à une réduction des coûts et à une focalisation sur les consommateurs aisés. La réglementation de la qualité, de l'efficacité et de l'équité dans ces systèmes, bien que théoriquement possible, est en pratique impossible.

La privatisation et la commercialisation sont motivées par une série de pressions différentes, notamment

- des contraintes strictes sur les dépenses publiques, avec ou sans programmes d'ajustement imposés (voir ci-dessus),

- des capitaux libres à la recherche de nouvelles opportunités de marché (opportunités de recherche de rente),
- la concurrence pour les recettes d'exportation grâce à l'exportation de personnel de santé et de services médicaux,
- la résistance à l'universalisation des systèmes d'assurance maladie stratifiés hérités du passé.

Ouvrir de nouvelles possibilités d'investissement

En raison des contraintes pesant sur l'investissement productif (associées à la crise de surproduction, voir [figure 1](#) ci-dessus), le capital a exercé une pression croissante pour trouver de nouvelles possibilités de profit par le biais de la privatisation des services publics et des services à la personne, y compris les soins de santé. Les pays sont particulièrement vulnérables aux pressions visant à ouvrir les services publics et les services à la personne à la privatisation pendant les crises de la dette. Ces pressions proviennent de la Banque mondiale, des banques régionales de développement, du FMI et des marchés financiers, ainsi que des entreprises directement intéressées. La Banque mondiale et certaines agences bilatérales "d'aide au développement" fournissent des financements à des conditions préférentielles pour soutenir les entreprises qui développent des hôpitaux privés.

La campagne sur la "couverture sanitaire universelle"

Les pressions exercées par l'ajustement structurel ont pris des formes différentes selon les régions du Sud. En Amérique latine, on a assisté à un puissant assaut de capitaux privés en provenance d'Amérique du Nord, visant à reproduire le modèle des "organisations de maintien de la santé" prépayées et gérées par le secteur privé aux États-Unis ([Jasso-Aguilar et al. 2004](#)).

Les premières politiques d'ajustement structurel ignoraient totalement l'impact de ces politiques sur la santé des populations, mais la révolte mondiale à l'égard de ces politiques (voir par exemple [UNICEF 1987](#)) a contraint la Banque mondiale à développer un récit plus sophistiqué dans lequel l'ajustement structurel était présenté comme une forme de promotion de la santé ([BM 1993](#)). Cette histoire s'est effondrée avec la crise du SIDA et la demande croissante d'une réponse appropriée en matière de soins de santé. La réponse initiale à la crise du SIDA était basée sur la philanthropie (défendue par Jeffery Sachs dans [OMS 2001](#)), mais au début des années 2000, les échecs de ce modèle (en particulier les coûts de transaction élevés et la fragmentation des programmes de services) étaient de plus en plus évidents et l'OMS était confrontée à de nouvelles pressions pour approuver le financement par un payeur unique et la prestation de soins de santé par le secteur public.

C'est dans ce contexte que la Fondation Rockefeller et la Banque mondiale ont lancé la campagne pour la "couverture sanitaire universelle", reprise avec enthousiasme par la directrice générale de l'OMS, Margaret Chan, et son successeur, le Dr Tedros.

Le concept de la santé universelle promet le financement public d'un "ensemble de prestations essentielles" à fournir par des prestataires de soins de santé publics, privés et bénévoles. En rupture apparente avec son soutien de longue date aux marchés concurrentiels de l'assurance maladie, la [Banque mondiale](#) soutient actuellement l'assurance maladie nationale à payeur unique pour les soins de santé primaires. Soutenir les soins de santé primaires par le biais de l'assurance maladie créerait une pression pour "autonomiser"³ les services de soins de santé primaires gérés par l'État et cultiverait la prestation de services mixtes (publics, volontaires, privés). (La Banque souhaiterait sans doute que les soins secondaires et tertiaires soient financés par un marché concurrentiel de l'assurance maladie).

3. Preker, A. S. et A. Harding, Eds. (2003). [Innovations dans la prestation de services de santé : la corporatisation des hôpitaux publics](#). Washington, Banque mondiale. Le rapport de la Commission européenne sur la réforme des services de santé, qui a été publié en mai 2003, décrit une séquence de réformes nécessaires des services de santé, allant de l'autonomisation à la corporatisation, et enfin à la privatisation.

Ce que le discours officiel sur la santé publique universelle ne dit pas, ce sont les modalités de financement des services "au-delà du paquet", qui doivent être fournis par un mélange d'organismes publics, bénévoles et privés, et financés vraisemblablement par une assurance maladie volontaire concurrentielle. Cet environnement crée une pression supplémentaire pour que les services gérés par l'État soient autonomisés et, le moment venu, corporatisés et privatisés (Legge 2024) (Legge 2024).

Ce que l'on nous promet, sous le nom de CHU, c'est un modèle largement privatisé, qui comporte tous les inconvénients d'un tel système : inégalité dans la distribution et l'accès, niveaux élevés de paiements directs, absence d'assurance qualité et inefficacité administrative (Legge 2024). Grâce en partie à l'approbation du modèle de CHU par l'OMS, il est devenu un élément du paquet de politiques d'ajustement structurel et d'austérité, tant dans le Sud que dans le Nord.

Les pressions en faveur de la privatisation ne s'arrêtent pas là.

Oxfam International a documenté les dépenses, par les institutions européennes de financement du développement et le Groupe de la Banque mondiale, de centaines de millions de dollars dans des hôpitaux coûteux à but lucratif dans le Sud global qui empêchent les patients d'obtenir des soins, ou les mettent en faillite, certains allant même jusqu'à emprisonner les patients qui ne peuvent pas payer leurs factures ([Marriott 2023](#)).

Exportation de services médicaux

Dans de nombreux pays du Sud, les gouvernements encouragent également le développement des exportateurs de soins de santé du secteur privé, y compris le tourisme médical et les services médicaux transfrontaliers. Ce modèle détourne un personnel de santé limité vers la fourniture de services à des personnes fortunées d'autres pays, afin de générer des recettes d'exportation pour la balance commerciale nationale.

La taxation et la réglementation du commerce électronique, y compris le commerce de la santé numérique, font actuellement l'objet d'un débat âprement disputé. Les pays du Sud réclament le droit de taxer ces échanges transfrontaliers, tandis que les grandes entreprises technologiques, soutenues par les pays du Nord, font pression pour les libéraliser.

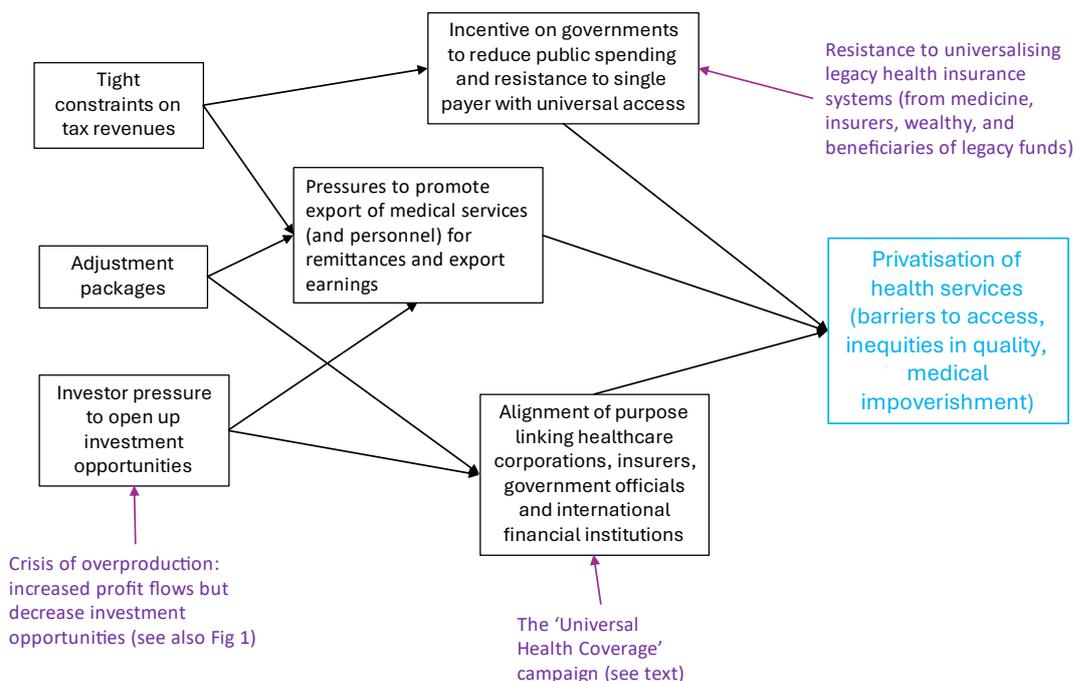


Figure 7. Privatisation des soins de santé

Résistance à l'universalisation des systèmes d'assurance maladie stratifiés hérités du passé

Dans de nombreux pays, la demande des citoyens pour des soins de santé publics, portée par le mouvement syndical, a été confrontée à des réponses politiques visant à préserver la prestation de soins de santé privés, financés par divers mélanges de paiement par l'utilisateur, de subventions publiques et d'assurances basées sur l'emploi.

Dans de nombreux pays, la première phase du développement de l'assurance maladie a consisté à mettre en place des régimes basés sur l'emploi pour les salariés à hauts revenus de l'armée, de la fonction publique ou des grandes entreprises. Au fur et à mesure que ces systèmes se développent, un marché mixte de l'assurance maladie apparaît, avec différents régimes destinés à différentes catégories de personnes, allant d'une couverture complète à une couverture minimaliste avec des paiements directs importants.

La pression populaire en faveur d'un financement plus équitable des soins de santé a généralement appelé à l'octroi de subventions publiques (ou à la fourniture de services publics), en particulier pour les personnes sans assurance maladie ou disposant d'une couverture très limitée. Dans certains pays à revenu élevé, des régimes nationaux de santé (ou d'assurance maladie) ont été mis en place avec succès, bien qu'ils soient constamment menacés de démantèlement et de privatisation. Cette pression est plus forte pendant les périodes d'austérité, mais le secteur financier privé continue de faire pression pour que ces régimes soient ouverts à la commercialisation et à la privatisation.

Dans les pays du Sud⁴, la pression populaire en faveur d'un accès aux soins de santé financé par l'État a abouti à la déclaration d'Alma-Ata de 1978 sur les soins de santé primaires. Cependant, en l'espace de quelques années, la crise de la dette a explosé et, à partir des années 1980, les politiques d'ajustement structurel, menées par le FMI, la Banque mondiale et le secteur financier privé, ont maintenu une pression continue sur les pays du Sud pour réduire (ou cesser) le financement public des soins de santé.

La privatisation des soins de santé, y compris la commercialisation des systèmes de santé, est une troisième voie par laquelle le capitalisme contemporain reproduit les inégalités en matière d'accès aux soins de santé et de résultats, ainsi que l'appauvrissement des soins de santé.

Le berceau du secteur privé des soins de santé - les États-Unis - démontre les nombreuses façons dont la privatisation porte atteinte à l'efficacité (mauvaise répartition des ressources et coûts astronomiques), à l'accès et à la qualité des soins (qui dépendent du prix) et à la protection financière (avec un risque d'appauvrissement médical pour de vastes pans de la population).

Les réalisations des soins de santé cubains, y compris la contribution des médecins cubains aux soins de santé dans le monde, offrent une comparaison frappante avec la honte des soins de santé américains. La poursuite du blocus illégal de Cuba vise à saboter le modèle cubain en général, y compris les soins de santé cubains, afin d'éteindre la lumière qu'il projette sur le modèle privatisé américain.

4. Patriarcat, colonialité, xénophobie : division et exploitation

Une quatrième série d'obstacles à la santé pour tous découle des propensions à la division et à l'exploitation du capitalisme en ce qui concerne le genre, la race, l'appartenance ethnique et leurs diverses intersections.

4. Dans le présent document, l'expression "Sud mondial" désigne les pays situés à la périphérie du système impérial mondial, les pays dont l'intégration dans le système capitaliste mondial se caractérise par la persistance d'échanges inégaux (voir "Impérialisme", ci-dessous). C'est un terme plus utile que "pays en développement", "pays à revenu faible et moyen" ou "tiers monde", mais l'utilisation du terme "Sud global" ne doit pas masquer les différences importantes dans la position de ces pays et régions par rapport au système impérial mondial.

Diviseur parce que, si les gens sont encouragés à blâmer "l'autre" pour leurs griefs, ils sont moins susceptibles de reconnaître les facteurs structurels de désavantage qu'ils ont en commun (par exemple, la violence patriarcale). Exploitante parce que, lorsque "l'autre" est considéré comme un être humain inférieur, nous pouvons accepter des régimes de pouvoir qui imposent des charges de travail injustes, qui refusent une rémunération équitable, qui refusent l'accès à des conditions de vie décentes, qui refusent les droits humains fondamentaux (par exemple, le colonialisme et l'esclavage).

Les conséquences sur la santé comprennent la violence interpersonnelle, les conflits communautaires, l'exclusion et la discrimination, les risques professionnels et les obstacles supplémentaires à l'accès à des soins de santé décentes. ⁵¹Il s'agit là de la quatrième série d'obstacles à la santé pour tous, qui découlent du fonctionnement du capitalisme du 21^e siècle.

Genre

Selon le [rapport mondial sur l'écart entre les hommes et les femmes 2023](#), aucun pays au monde n'a atteint la parité complète entre les hommes et les femmes, les tendances et les préoccupations varient selon les régions géographiques. Le temps nécessaire pour atteindre la parité est actuellement estimé à 131 ans, compte tenu de l'évolution des écarts entre les hommes et les femmes sur le marché du travail mondial.

En outre, le rapport notifie,

Au rythme actuel de progression sur la période 2006-2023, il faudra 162 ans pour combler l'écart entre les sexes en matière d'autonomisation politique, 169 ans pour l'écart en matière de participation et d'opportunités économiques, et 16 ans pour l'écart en matière de niveau d'éducation. Le temps nécessaire pour combler l'écart entre les hommes et les femmes en matière de santé et de survie reste indéterminé.

Le travail non rémunéré et sous-payé est une mesure de la contribution d'exploitation du patriarcat au capitalisme. Commentaires du Conseil de l'OMS sur l'économie de la santé pour tous (Conseil de l'OMS sur l'économie de la santé pour tous 2022):

La grossesse, l'accouchement et l'allaitement sont au cœur de la santé pour tous, mais comme la reproduction humaine est le travail des femmes, ces activités ne sont pas prises en compte. [...] Lorsqu'on leur attribue une valeur marchande, les soins aux enfants non rémunérés deviennent la plus grande industrie d'Australie - trois fois la valeur du secteur des services financiers et d'assurance. La valeur combinée du reste du travail non rémunéré est le deuxième secteur de l'économie australienne. De même, en Europe, la valeur du travail ménager non rémunéré représentait 44 % du PIB en Moldavie (2014) et 63 % en Suisse (2013). En Amérique latine, la valeur estimée de l'ensemble du travail non rémunéré se situe entre 15,2 % du PIB en Équateur (2012) et 15,7 % au Costa Rica (2011).

La disparité économique se nourrit de formes de discrimination fondées sur le sexe.

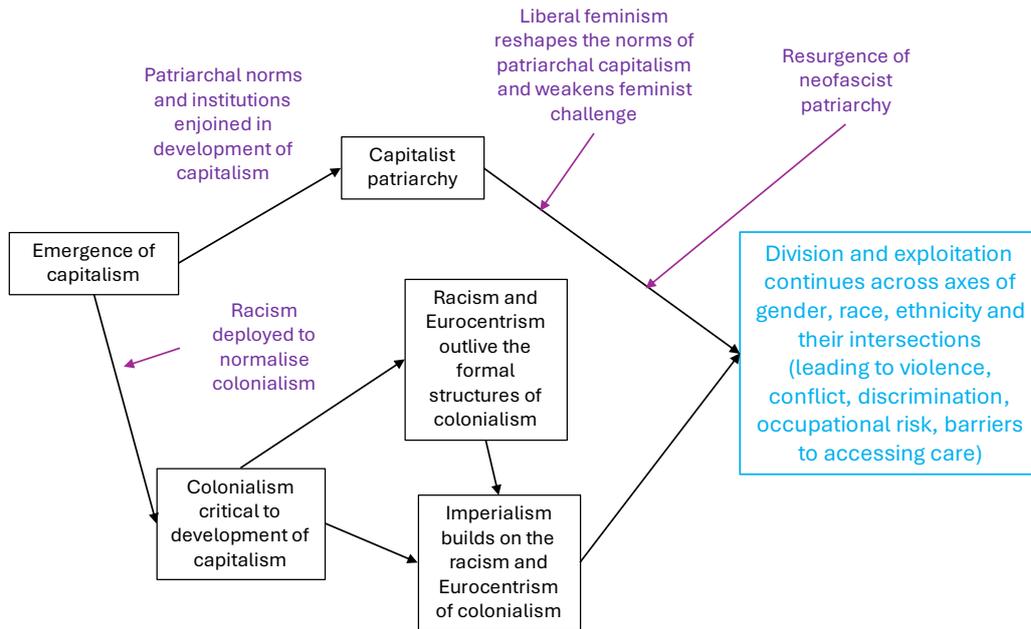


Figure 8. La division et l'exploitation se poursuivent à travers les axes du genre, de la race, de l'ethnicité et de leurs intersections.

Racisme et colonialité

La division et l'exploitation autour de la "race" ont joué un rôle essentiel dans le développement du capitalisme, y compris le pillage, l'esclavage et la colonisation. Malgré la décolonisation formelle, la discrimination fondée sur la race et la couleur continue de diviser les gens et de favoriser l'exploitation.

La "colonialité" fait référence aux continuités entre le racisme manifeste du colonialisme et les normes culturelles contemporaines (idéologies, épistémologies) qui continuent de privilégier (et d'universaliser) la tradition européenne, en particulier dans la pensée de l'establishment (Grosfoguel 2011).

Intersectionnalité

L'impératif de rentabilité et les politiques néolibérales bien ancrées ont joué un rôle dans l'organisation de normes systémiques oppressives qui sont à la fois sexistes et raciales.

Dans la chaîne d'approvisionnement mondiale du travail de soins, la nouvelle division du travail prend insidieusement forme lorsque nous voyons le déplacement racialisé des formes de travail social et reproductif sur les femmes migrantes ([Salem 2019](#)).

Les systèmes d'oppression croisés doivent être mis en avant aujourd'hui dans notre analyse pour voir les résultats inégaux des soi-disant "gains du capitalisme" pour les femmes du monde entier. Alors que le discours dominant se préoccupe des réalisations individuelles, du symbolisme libéral et de la représentation culturelle, l'échec du modèle d'"autonomisation" a été remis en question par les analystes féministes. La chute de l'arrêt *Roe v Wade* aux États-Unis est un moment propice à l'apprentissage d'un regard critique sur le complexe industriel féministe ([Alter 2022](#)). Il est essentiel de renouveler les engagements concertés avec les institutions juridiques et politiques afin d'exposer les luttes pour la justice en matière de genre, de société et de procréation.

Si la division et l'exploitation fondées sur le sexe, la race, l'appartenance ethnique et leurs diverses intersections étaient largement répandues avant l'avènement du capitalisme, elles continuent de jouer un rôle majeur dans l'accumulation capitaliste et la défense du privilège capitaliste. Elles

constituent la quatrième série d'obstacles à la santé pour tous découlant du fonctionnement du capitalisme contemporain.

5. Protection extrême de la propriété intellectuelle

La privatisation de la connaissance par le biais d'une protection extrême de la propriété intellectuelle est le cinquième lien entre le fardeau mondial de la santé et les rouages du capitalisme contemporain.

Les préjudices spécifiques liés aux soins de santé comprennent les barrières de prix à l'accès, l'absence d'investissement dans la R&D pour les médicaments à faible rentabilité (y compris pour les maladies affectant principalement le monde majoritaire), et les blocages de la chaîne d'approvisionnement en cas de besoins urgents (comme dans le cas de la pandémie de Covid).

Avant la création de l'accord ADPIC de 1994, qui a établi un régime mondial de propriété intellectuelle, les pays adoptaient des régimes nationaux de propriété intellectuelle en fonction de leur situation. L'industrie pharmaceutique transnationale ("Big Pharma") était à l'avant-garde du développement de l'Accord sur les ADPIC, sous la houlette de Pfizer ([Drahos et Braithwaite 2004](#)). Le régime mondial a été renforcé par un réseau d'accords commerciaux bilatéraux et plurilatéraux qui ont incorporé les dispositions de l'Accord sur les ADPIC plus.

Les grandes sociétés pharmaceutiques affirment que la fixation de prix monopolistiques pendant la période de protection de la propriété intellectuelle est nécessaire pour générer des fonds pour l'innovation. Cette affirmation pose plusieurs problèmes : premièrement, une grande partie de la recherche fondamentale et du développement est financée par des fonds publics, puis cédée à des entités privées ; deuxièmement, l'industrie pharmaceutique dépense plus en marketing (y compris pour encourager la prescription excessive) qu'en innovation ; troisièmement, par le biais des dividendes et des rachats d'actions, l'industrie pharmaceutique rapporte plus à ses actionnaires (généralement les grandes sociétés financières) que tous les autres secteurs industriels ; et quatrième, ce modèle oriente les investissements vers l'innovation dans des secteurs de marché rentables, au lieu de faire des besoins de la population la priorité.

L'expérience Covid

Le refus des laboratoires pharmaceutiques d'assouplir leurs droits de propriété intellectuelle, même lorsqu'un tel assouplissement aurait des effets bénéfiques importants sur la santé publique (et lorsque la recherche fondamentale avait été financée par des fonds publics), a été l'une des caractéristiques de la pandémie de Covid. Les pays développés, en particulier l'Europe, le Royaume-Uni et les États-Unis, ont constamment œuvré pour soutenir les profits de l'industrie pharmaceutique plutôt que la santé publique.

Au cours des premiers mois de la pandémie, l'OMS a proposé le Covid Technology Access Pool (C-TAP), qui aurait permis aux détenteurs de brevets de partager leur propriété intellectuelle afin d'augmenter rapidement la production de technologies émergentes. La proposition du C-TAP a été critiquée par l'industrie pharmaceutique et n'a pas été soutenue par les pays développés. L'OMS a également proposé des essais de vaccins de solidarité qui auraient permis des comparaisons directes de différents vaccins dans le cadre d'essais conçus et gérés de manière indépendante. Là encore, cette proposition a été boycottée.

Au lieu de cela, l'OMS a été contrainte de rejoindre l'ACT-Accelerator (Access to Covid-19 Tools Accelerator), créé sous la forme d'un partenariat public-privé multipartite. Ce partenariat incluait Covax, qui était censé mobiliser des fonds pour assurer un accès équitable aux vaccins au fur et à mesure de leur disponibilité (les vaccins étant considérés comme un "bien public"). Les promesses de Covax n'ont pas été tenues et des inégalités flagrantes dans l'approvisionnement sont apparues en raison des achats anticipés massifs par les pays riches et du sous-financement de Covax. La construction de Covax en tant que "partenariat public-privé multipartite", bien au-delà de la portée de

l'Assemblée mondiale de la santé (où tous les pays ont voix au chapitre), a contribué à son manque d'engagement et de responsabilité vis-à-vis des "bénéficiaires" proposés (les gouvernements des pays à faible revenu).

La [proposition](#) indienne et sud-africaine [de dérogation aux ADPIC](#) aurait déployé les dispositions de l'accord ADPIC pour permettre l'augmentation de la production mondiale de produits de santé liés aux Covid. Les pays riches se sont fermement opposés à cette proposition au sein de l'OMC et toute disposition similaire dans le "traité sur les pandémies" annoncé a également fait l'objet d'une résistance farouche.

Les obstacles à l'accès associés aux droits de propriété intellectuelle extrêmes (prix monopolistiques et priorités de R&D faussées) ont été une source récurrente de conflit entre le Nord et le Sud, au sein des organes directeurs de l'OMS, et plus récemment dans les débats sur la proposition d'"accord sur les pandémies".

L'un des thèmes les plus radicaux de ce débat est la possibilité de [dissocier le](#) financement de la R&D des bénéfices générés par les prix élevés protégés par les droits de propriété intellectuelle. Dans le régime actuel, le coût de l'innovation dans le secteur privé est supporté par les consommateurs et les assureurs par le biais des prix élevés protégés par les droits de propriété intellectuelle. Une autre solution consisterait à financer directement la R&D, par des fonds publics, puis à permettre l'octroi de licences ouvertes afin que les prix facturés aux consommateurs et aux assureurs puissent être ramenés aux coûts réels de production. Le financement public de la R&D permettrait également

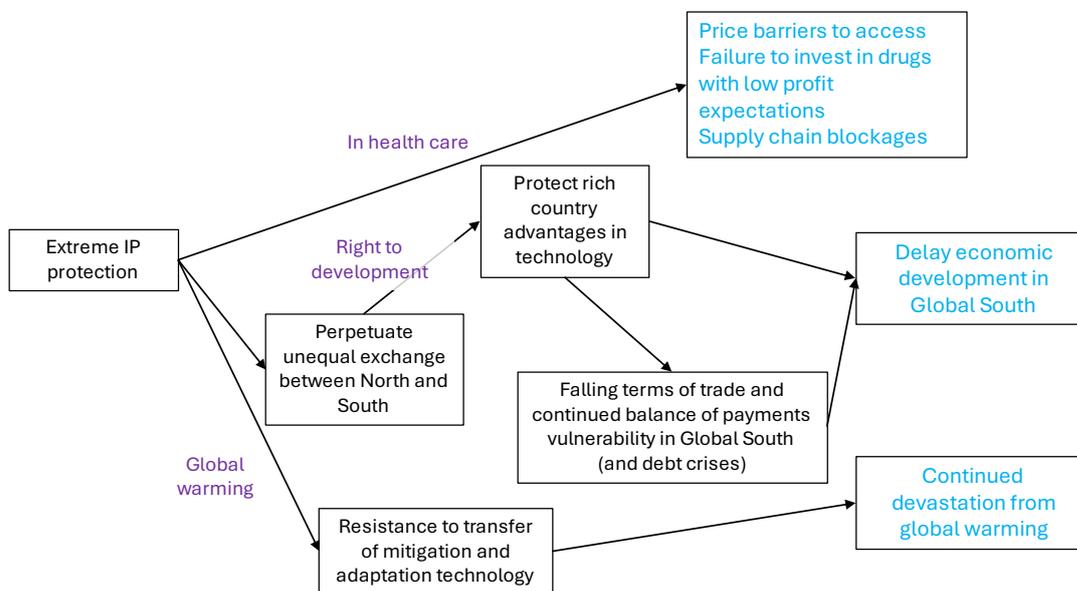


Figure 9. Le cinquième lien : protection extrême de la propriété intellectuelle : impacts sur les soins de santé, le réchauffement climatique et le droit au développement

d'orienter l'allocation des fonds d'innovation en fonction des priorités de santé publique.

Une protection extrême de la propriété intellectuelle comme obstacle au partage des technologies de manière plus générale

La protection extrême de la propriété intellectuelle joue un rôle beaucoup plus large que celui d'obstacle à l'accès aux produits de santé. L'utilisation d'une protection extrême de la propriété intellectuelle par le Nord pour empêcher le transfert de technologies vers le Sud est un mécanisme clé pour maintenir des relations commerciales asymétriques entre ces groupes de pays. Pour une étude

de cas claire, voir l'analyse de [Kwa et Lunenburg de 2018](#) intitulée "US' Section 301 Actions : Why They are Illegitimate and Misguided".

Le soutien au transfert de technologies a été un élément clé des débats sur le "droit au développement" (voir [Cheru 2015](#)) et sur l'atténuation et l'adaptation au réchauffement climatique.

En raison de l'accès asymétrique aux technologies modernes, les termes de l'échange des pays en développement continuent de se détériorer. Alors que les exportations de produits de base des pays en développement sont compétitives en termes de prix, les produits à forte intensité technologique, exportés du Nord, sont protégés de la concurrence par des prix monopolistiques et une commercialisation intensive. La baisse des termes de l'échange fait référence au fait que les exportateurs de produits de base doivent continuer à augmenter le volume de leurs exportations pour compenser la baisse des prix à l'exportation par rapport aux prix pratiqués pour les importations (à forte intensité technologique). (Voir [Hickel et al 2021](#) sur l'échange inégal).

La Chine est une exception car elle a réussi à surmonter les obstacles au développement technologique. Cela est dû en partie à la planification économique à grande échelle et aux investissements considérables dans l'éducation et la recherche associés à son régime politique capitaliste d'État.

N'ayant pas réussi à empêcher le développement des capacités technologiques de la Chine, les États-Unis et leurs alliés ont cherché à contenir le développement de son économie, comme dans le cas de l'électronique Huawei. Plus grave encore, après 40 ans de libéralisation du commerce, les États-Unis sont revenus aux droits de douane et aux quotas pour entraver les exportations chinoises et à la provocation militaire pour mettre le pays en faillite, comme Reagan l'avait fait avec l'Union soviétique. Dans le cadre de leur guerre commerciale contre la Chine, les États-Unis ont jugé nécessaire de saboter les mécanismes de règlement des différends de l'OMC afin d'empêcher les décisions de règlement des différends qui confirmeraient que leur utilisation des droits de douane et des quotas pour entraver les exportations chinoises est interdite par les règles de l'OMC ([Voon 2023](#)).

La protection extrême de la propriété intellectuelle, mise en œuvre et défendue par l'impérialisme américain, constitue un obstacle majeur à l'accès équitable et universel à des soins de santé décents, y compris dans les situations d'urgence. Cependant, la protection extrême de la propriété intellectuelle est un outil essentiel pour préserver la domination technologique (y compris la domination militaire) et l'échange inégal (voir ci-dessous) entre le centre et la périphérie. En tant que telle, elle constitue une barrière au développement social et économique de la périphérie et, de ce fait, un obstacle majeur à l'accès aux soins de santé.

6. Croissance économique mondiale non durable, réchauffement climatique et crise écologique

Le sixième obstacle à la santé pour tous, qui découle du fonctionnement du capitalisme contemporain, réside dans le lien entre la croissance économique, le réchauffement climatique et la crise écologique.

Réchauffement climatique

La menace de réchauffement climatique associée à l'augmentation des émissions de CO₂ (et de méthane) est bien comprise par la communauté scientifique depuis plus de 50 ans.

Au cours des 20 dernières années, les conséquences du réchauffement climatique sont devenues de plus en plus évidentes en termes d'incendies de forêt, d'inondations, de sécheresses et de tempêtes. Les conséquences pour les populations sont la faim, le stress thermique, les déplacements de population et les conflits. Les points de basculement imminents, tels que le ralentissement du Gulf Stream (et le gel de l'Europe), le dégel de la toundra arctique (et la libération de tonnes de méthane) et la perte de la plate-forme glaciaire de l'Antarctique occidental (et l'élévation de plusieurs mètres du niveau de la mer), menacent de provoquer encore plus de bouleversements.

L'absence de solidarité Nord-Sud, évidente lors de la pandémie de Covid, s'exprime également dans les gated communities de la richesse dans le Nord global et dans les murs frontaliers et les refoulements de bateaux destinés à stopper le flux de réfugiés et de demandeurs d'asile. Les gouvernements des pays riches ont bloqué les transferts de fonds et de technologies nécessaires à l'atténuation et à l'adaptation dans les pays du Sud.

Les industries des combustibles fossiles ont lutté contre la science du climat et contre les accords d'atténuation et d'adaptation. Elles ont été soutenues en cela par les gouvernements des pays du Nord, même si ces derniers se sont contentés d'accepter la nécessité d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter. Pour les élites des entreprises du Nord, les privilèges de la richesse et les flux de profits continus associés au "business as usual" l'emportent sur les arguments en faveur d'une action urgente contre le changement climatique.

Crise écologique

Le réchauffement climatique n'est que l'un des aspects d'une crise écologique plus vaste.

Marx a utilisé le terme de "[faillite métabolique](#)" pour décrire comment, avec l'urbanisation, les nutriments transportés de la campagne à la ville (pour nourrir les travailleurs urbains) n'étaient pas restitués au sol mais déversés dans les rivières qui traversent les villes. Ces dernières années, le champ d'application de ce terme s'est élargi pour inclure les façons dont les extractions et les rejets, depuis et vers l'environnement, éloignent les cycles et les rythmes de la nature des régimes qui soutiennent l'habitation humaine (qui sont stables en ce qui concerne les conditions de la vie humaine) vers de nouveaux régimes qui menacent d'être littéralement *insupportables*.

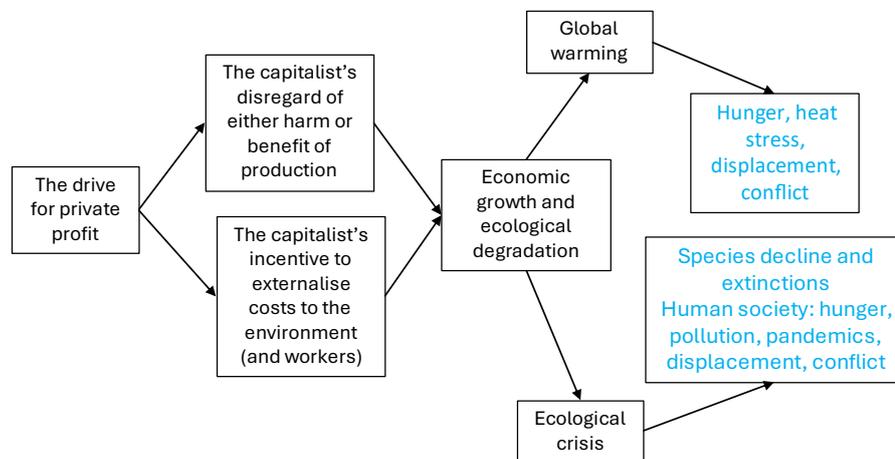


Figure 10. L'impératif du profit privé : réchauffement climatique et crise écologique

Au cours des 200 dernières années, l'ampleur de ces extractions et rejets a augmenté de manière exponentielle, sous l'impulsion de la recherche du profit et de l'accumulation du capital. Alors même que le monde reconnaît la menace existentielle qui pèse sur l'habitat humain, la dépendance du système capitaliste à l'égard d'une croissance continue (le besoin d'accumulation continue des capitalistes) a empêché la mise en œuvre de politiques efficaces pour gérer le réchauffement de la planète ou la perte de biodiversité.

Parmi les nombreuses facettes de la crise écologique, la perte mondiale d'insectes est l'une des plus critiques et des moins prioritaires. L'agriculture intensive est le principal moteur du déclin des populations d'insectes, notamment en raison de l'utilisation massive de pesticides. L'urbanisation et le changement climatique sont également des facteurs importants. Outre la disparition d'espèces individuelles (y compris d'insectes), la perte d'écosystèmes entiers se poursuit en parallèle,

notamment les forêts d'Amazonie (pour la culture du soja) et de Bornéo (pour l'huile de palme), ainsi que la perte d'écosystèmes marins due au réchauffement climatique et à la surpêche (subventionnée).

La disparition des écosystèmes forestiers s'est accompagnée d'un empiètement croissant de l'homme sur les forêts et de diverses espèces vivant dans les forêts sur les établissements humains. Ebola et Covid illustrent tous deux la menace associée à l'exposition accrue de l'homme aux virus zoonotiques en raison de ces empiètements.

Les coûts et les bénéfices de l'élargissement du fossé écologique ne sont pas partagés de manière égale ([Hickel 2020](#)). Les communautés qui ont le moins contribué à la dégradation écologique sont généralement celles qui sont le plus menacées par les forces industrielles d'extraction et de rejet (telles que l'exploitation minière, la déforestation, les barrages, les risques professionnels) ainsi que par les conséquences de cette dégradation environnementale (réchauffement climatique, pandémies, pollution de l'air, etc.)

Pour répondre à la crise écologique, il faut s'attaquer au capitalisme et à la dégradation de l'environnement motivée par le profit, aux relations néocoloniales qui sont déployées pour protéger ces forces, et aux forces plus larges de l'impérialisme qui déploient leur puissance financière, diplomatique et militaire pour reproduire le régime qui héberge cette dégradation.

Le mouvement de rassemblement derrière la philosophie du *buen vivir* (voir [ci-dessous](#)) souligne la nécessité de reconnaître les droits inhérents des autres enfants de la Terre mère, en dehors de leur "utilité" pour les humains. La vision anthropocentrique qui valorise le "reste de la nature" pour ses avantages pour les humains (et le capitalisme) est à l'origine de la crise écologique actuelle ; elle ne peut pas faire partie de la solution.

Réduire et réorienter la croissance économique

Il est évident que l'augmentation continue de la production matérielle de l'économie mondiale n'est pas durable. Toutefois, le slogan "décroissance" soulève d'autres questions.

- Quels sont les moteurs de la croissance économique et que faudra-t-il faire pour parvenir à la décroissance au niveau mondial ?
- Comment gérer la décroissance dans les sociétés à haut rendement du Nord tout en facilitant la croissance économique nécessaire pour garantir le "droit au développement" dans le Sud ? Comment faire en sorte que la croissance économique continue dans le Sud soit structurée autour des besoins humains plutôt que du profit privé ?

La croissance économique est inscrite dans l'ADN du capitalisme. Les moteurs qui s'appliquent à l'entrepreneur, au dirigeant d'entreprise ou à l'actionnaire passif varient en fonction du contexte, mais tous appliquent le commandement de faire du profit, d'investir le profit et de faire encore plus de profit. Cette maxime stimule la croissance, y compris l'externalisation des coûts vers l'environnement et les travailleurs, dans la mesure du possible.

Aux motivations des capitalistes s'ajoutent les intérêts des gouvernements, pour qui la croissance économique se traduit par une capacité fiscale et des opportunités électorales, et ceux des travailleurs, pour qui la croissance économique est synonyme de sécurité de l'emploi et, peut-être, d'augmentation de salaire.

La croissance économique n'est pas une conséquence du fétichisme du PIB. Les faiblesses du PIB en tant qu'indicateur du bien-être de la société sont bien connues ; il accorde un poids égal et positif aux activités socialement nuisibles et à celles qui sont socialement bénéfiques. Certains (voir par exemple le [Conseil de l'OMS sur l'économie de la santé pour tous](#)) appellent à l'amélioration des indicateurs de progrès sociétal (indice de développement humain, indice du bonheur national brut, etc.) Ces propositions suggèrent généralement que la poursuite rapace de la croissance économique par le

capitalisme est la conséquence d'une simple erreur, à savoir l'utilisation d'un mauvais indicateur pour orienter les politiques publiques.

En réalité, la causalité va dans la direction opposée. La raison pour laquelle le PIB domine le débat économique est qu'il prédit les opportunités de profit pour les capitalistes ; piloter l'économie en fonction du PIB revient en fait à piloter l'économie pour maximiser le profit privé. Les "indicateurs de bien-être" ne pourront guider l'élaboration des politiques nationales que lorsque le pouvoir du capital sur les politiques sera supprimé.

Une croissance réduite et réorientée (débit matériel) est incompatible avec le capitalisme. Elle nécessite une planification économique démocratiquement responsable, c'est-à-dire le socialisme. Pour qu'une telle planification économique répare correctement la fracture métabolique, il faut un écosocialisme. (Voir [plus loin](#)).

La croissance économique pour garantir le droit au développement dans le Sud, dans le contexte de la réduction progressive de la croissance globale, nécessitera une planification économique démocratiquement responsable avec un fort recouvrement culturel des droits, de l'équité, de la solidarité et de la communauté ([van Woerden et al 2023](#)).

La recherche du profit privé, qui est le moteur du capitalisme, continue d'alimenter le réchauffement de la planète et la crise écologique au sens large, avec des effets dévastateurs sur la nature et l'humanité.

7. Des systèmes alimentaires conçus pour maximiser les profits des entreprises plutôt que pour répondre aux besoins de la population ds

Les systèmes alimentaires structurés de manière à maximiser les profits des entreprises, plutôt que de répondre aux besoins des personnes, constituent le septième obstacle à l'alimentation saine et équilibrée qui découle des rouages du capitalisme contemporain.

Les systèmes alimentaires mondiaux ne relèvent pas le défi de la nutrition

Dans un rapport soumis au Conseil exécutif de l'OMS en janvier 2024 ([EB154/22](#)), l'absence de progrès dans la réalisation des objectifs nutritionnels pour les femmes et les enfants est soulignée.

Retard de croissance. Le retard de croissance chez l'enfant a diminué régulièrement à un rythme de 1,7 % par an, passant de 26,3 % en 2012 à 22,3 % en 2022. Si ce taux de diminution se poursuit jusqu'en 2025, le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance sera de 138,5 millions, soit un excédent prévu de 31,5 millions d'enfants souffrant d'un retard de croissance d'ici 2025, par rapport à l'objectif de 107 millions.

L'anémie. Entre 2012 et 2019, la prévalence mondiale de l'anémie chez les femmes en âge de procréer est passée de 28,5 % à 29,9 %. Si les tendances actuelles ne sont pas inversées, 31,3 % des femmes en âge de procréer seront encore touchées par l'anémie en 2025. [En 2019, la région de l'Asie du Sud-Est représentait 42,8 % de tous les cas d'anémie chez les femmes en âge de procréer et la région africaine 18,5 %.

Faible poids à la naissance. La prévalence de l'insuffisance pondérale chez les nouveau-nés a légèrement diminué, passant de 15,0 % en 2012 à 14,7 % en 2020. [En 2020, les régions de l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique représenteront plus de la moitié des bébés présentant un faible poids à la naissance, avec respectivement 39,8 % et 26,8 % des cas. Sur les 157 pays disposant de données suffisantes, 11 sont en passe d'atteindre l'objectif de 2025.

Surcharge pondérale. La prévalence mondiale de la surcharge pondérale chez les enfants a légèrement augmenté, passant de 5,5 % en 2012 à 5,6 % en 2022, et devrait rester à 5,6 % en 2025. [...] La région des Amériques a observé une augmentation de 7,8 % en 2012 à 8,5 % en

2022, et dans la région du Pacifique occidental, le chiffre est passé de 6,3 % en 2012 à 8,1 % en 2022.

L'émaciation. L'émaciation chez les enfants a diminué, passant de 7,5 % en 2012 à 6,8 % en 2022. [Plus de la moitié des enfants souffrant d'émaciation vivent dans la région de l'Asie du Sud-Est (53,8 %), suivie de la région africaine (22,3 %) et de la région de la Méditerranée orientale (13,9 %).

Malgré les grandes promesses de leurs leaders philanthropiques, les régimes alimentaires en vigueur dans le monde n'ont pas réussi à résoudre le problème de la malnutrition contemporaine. Les causes sont multiples : la pauvreté, le réchauffement climatique, les conflits et le capitalisme (qui contribue à ces autres causes plus spécifiques).

Le développement des régimes alimentaires contemporains a été étroitement lié au développement du capitalisme

Les "**enclosures**" ont constitué une étape clé dans le développement du capitalisme en Angleterre et ont tracé la voie de l'exploitation qu'il emprunterait par le biais du colonialisme dans le monde entier. Les paysans se sont vu refuser l'accès à ce qui avait été une terre commune. Face à la famine, nombre d'entre eux ont migré vers les villes, où ils ont fourni de la main-d'œuvre au capitalisme naissant. La production de viande permise par le pâturage des terres communales alimente les villes et la production de laine alimente les filatures.

Des relations similaires ont été recréées sous le **colonialisme**, lorsque les colonies ont été empêchées de produire, de sorte qu'elles ont été obligées d'importer des produits manufacturés métropolitains, tout en fournissant de la nourriture à la main-d'œuvre métropolitaine et des matières premières à la production métropolitaine. C'est sous le colonialisme que les premières sociétés agroalimentaires se sont développées.

La **révolution verte** du milieu du vingtième siècle a permis d'améliorer la productivité et d'augmenter la production. Elle a également accru la dépendance des agriculteurs à l'égard des semences, des engrais, des pesticides et de la dette (et a permis la croissance des fournisseurs transnationaux de ces intrants). La révolution verte a favorisé l'agriculture monoculture, dépendante des combustibles fossiles, au détriment des petites exploitations familiales, ce qui a favorisé l'exode urbain, la main d'œuvre bon marché et les vastes zones d'habitat informel dans les villes. La révolution verte a encore creusé le fossé métabolique.

Le piège de la dette a été créé par des prêts bon marché dans les années 1970 et s'est refermé avec les hausses de taux d'intérêt du début des années 1980. La crise de la dette qui a suivi a permis au FMI et aux gouvernements du Nord d'exercer un pouvoir accru sur les pays en développement par le biais de l'**ajustement structurel**. Cet ensemble de politiques combinait : la dévaluation de la monnaie nationale (afin de faire baisser les prix des produits exportés et de gagner des devises fortes pour payer les dettes) ; la réduction des dépenses publiques (réduction des budgets consacrés à l'éducation, aux soins de santé et à l'agriculture familiale) ; des privatisations à grande échelle ; la réduction des subventions publiques à certaines entreprises ou à certains produits ; et le gel des salaires (pour réduire les dépenses publiques et encourager la production destinée à l'exportation).

La **libéralisation du commerce** a été un élément clé de l'ajustement structurel, les pays étant contraints d'augmenter leurs exportations, y compris les exportations agricoles, afin de rembourser leur dette. Cela a encouragé l'agriculture à grande échelle, dépendante des ressources fossiles, avec des monocultures plutôt qu'une production diversifiée. Les contraintes budgétaires ont constitué un élément clé, avec la réduction de diverses formes d'aide publique aux petits agriculteurs. La sécurité alimentaire a été compromise par ce régime, les agriculteurs étant plus vulnérables à la volatilité des prix, aux taux d'intérêt et aux taux de change (avec pour conséquences communes l'endettement et la faim).

La libéralisation du commerce, qui a suivi la création de l'OMC, a accentué bon nombre de ces tendances. Sous ce régime, les pays en développement ont été soumis à une pression accrue pour promouvoir la production destinée à l'exportation afin d'améliorer les déficits commerciaux chroniques, chroniques en raison du déclin structuré de leurs termes de l'échange (baisse des prix à l'exportation mais augmentation des coûts à l'importation).

Les pays en développement ont également été confrontés à des obstacles structurés pour accéder aux marchés du Nord pour les produits alimentaires et autres produits agricoles, en raison des droits de douane et des subventions nationales dans le Nord, légitimés d'une certaine manière par l'accord de l'OMC sur l'agriculture. Les excédents agricoles du Nord (en partie dus aux subventions nationales) ont accru la pression exercée sur les pays en développement pour qu'ils démantèlent les programmes considérés comme des obstacles aux importations de denrées alimentaires en provenance du Nord. L'Inde fait actuellement l'objet de pressions intenses au sein de l'OMC pour démanteler les [stocks publics](#). Les États insulaires du Pacifique qui tentaient de restreindre l'importation de queues de dindes en provenance des États-Unis (pour des raisons sanitaires) ont été menacés de sanctions commerciales et ont été contraints d'abandonner les restrictions à l'importation ([GHW4](#) 2015, p. 205).

La libéralisation du commerce a encore aggravé l'insécurité alimentaire dans les pays du Sud, où la production de matières premières destinées à l'exportation remplace une production agricole plus large destinée aux marchés intérieurs (y compris l'autosuffisance rurale). La libéralisation du commerce a également favorisé la croissance de grandes sociétés transnationales qui s'occupent de l'approvisionnement (semences, engrais, pesticides et financement) et qui gèrent le commerce des céréales, du bétail, des fruits et des légumes.

Le cycle soja - alimentation animale illustre ces tendances : les forêts sont abattues (et les populations locales déplacées) pour cultiver et exporter des graines de soja qui sont utilisées pour l'élevage intensif de porcs et de bovins, fournissant des protéines de viande au Nord de la planète et aux populations plus riches du Sud de la planète. Les coûts environnementaux comprennent l'eau, les déchets, la biodiversité et la production de gaz à effet de serre. Les coûts sanitaires comprennent le risque de pandémie et la résistance aux antimicrobiens. L'inégalité associée à la suralimentation (coûteuse) du Nord et à la sous-nutrition du Sud est obscène.

L'innovation en matière de technologie alimentaire a joué un rôle clé dans le remodelage des systèmes alimentaires en mettant l'accent sur la durée de conservation afin d'étendre la portée du marché et de soutenir l'emprise mondiale des entreprises alimentaires transnationales. La transformation alimentaire s'est également concentrée sur la production d'aliments sucrés, gras et salés qui ont une longue durée de conservation, sont considérés comme savoureux et sont donc particulièrement rentables, sont très limités sur le plan nutritionnel et contribuent énormément aux maladies non transmissibles. La conjonction huile de palme - aliments ultra-transformés illustre les liens entre la destruction des forêts, la perte des moyens de subsistance locaux et de la biodiversité, l'expansion des chaînes d'approvisionnement mondiales et la croissance des sociétés alimentaires transnationales.

Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont également permis la croissance de monopoles du commerce de détail qui peuvent tirer parti de l'effet d'échelle pour s'approvisionner sur le marché mondial, au détriment des petits points de vente et des agriculteurs nationaux dont le pouvoir de fixation des prix diminue à mesure que la taille des géants du commerce de détail s'accroît.

Derrière les entreprises agroalimentaires mondiales se trouvent les géants du secteur financier qui sont les actionnaires dominants des entreprises agroalimentaires et qui sont en mesure de gagner des milliards en perturbant et en spéculant sur les prix et l'offre des actifs alimentaires.

Le pouvoir politique de cet ensemble d'entreprises parties prenantes des systèmes alimentaires mondiaux est considérable. Leurs profits dépendent de la domination continue des récits, des politiques et des réglementations néolibérales. Les coûts en termes de faim, de déplacements, de perte de biodiversité, de dégradation de l'environnement, de malnutrition et de risques de pandémie viennent en second lieu.

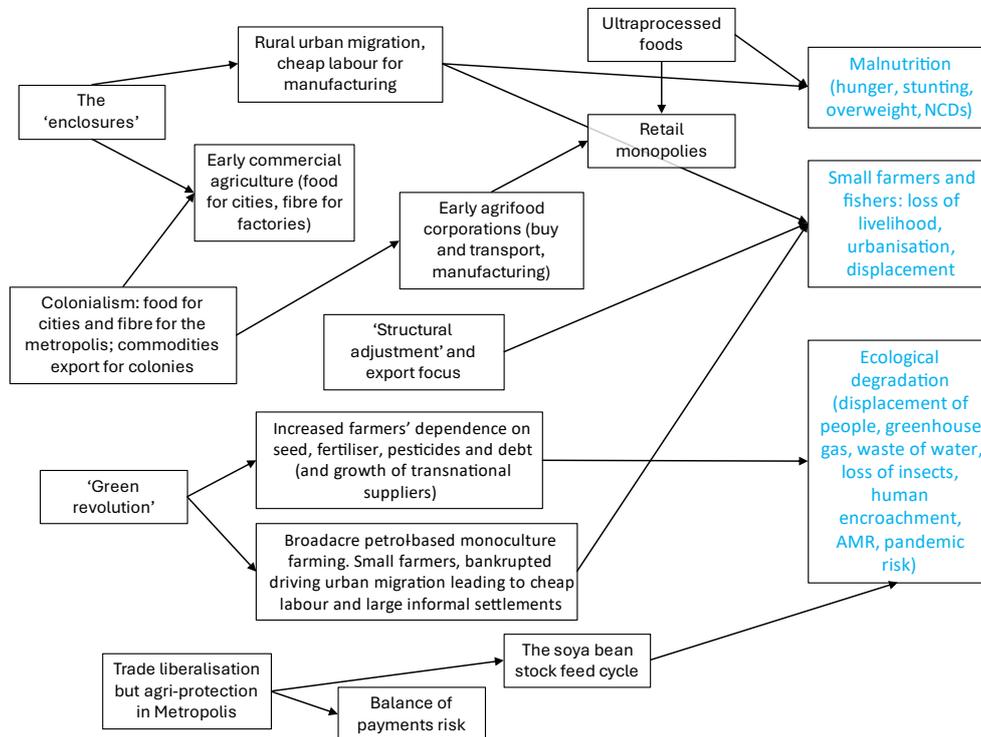


Figure 11. Systèmes alimentaires capitalistes

Souveraineté alimentaire et agroécologie

Les systèmes alimentaires structurés autour du modèle agroalimentaire industriel sont remis en question par la science et les pratiques de l'agroécologie et par le mouvement politique pour la souveraineté alimentaire.

L'agroécologie est fondamentale pour réparer la faille métabolique. Selon la [FAO \(2018\)](#), les éléments fondamentaux de l'agroécologie sont les suivants :

- Diversité des cultures, des stocks, des environnements, des pratiques agricoles ;
- Synergies entre des systèmes alimentaires diversifiés (par exemple, cultures intercalaires avec des légumineuses), en s'appuyant sur les synergies des écosystèmes pour soutenir la dispersion des semences, la préservation de l'habitat et la fertilité des sols ;
- Efficacité par la réduction des intrants externes et l'amélioration de l'utilisation des ressources naturelles ;
- Résilience : des personnes, des communautés et des écosystèmes (tous interconnectés) ;
- Recyclage, tant à l'échelle de l'exploitation qu'à l'intérieur des paysages ; fermeture des cycles de nutriments et réduction des déchets ;
- Co-création et partage des connaissances, réponse au contexte, recours à la tradition, partage des connaissances, mise à profit de la recherche ;

- Valeurs humaines et sociales : valoriser les moyens de subsistance ruraux, l'équité et le bien-être social ; s'attaquer aux inégalités entre les hommes et les femmes ; faire de la place aux jeunes dans les exploitations agricoles ;
- Culture et traditions alimentaires : soutenir des régimes alimentaires sains, diversifiés et culturellement appropriés ; contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition de la communauté ;
- Gouvernance responsable, du niveau local au niveau national et au niveau mondial ;
- Économie circulaire et solidaire : reconnecter les producteurs et les consommateurs ; fournir des solutions innovantes pour vivre dans les limites de notre planète ; assurer le fondement social d'un développement inclusif et durable.

Voir également [FOE 2018](#) pour un aperçu similaire de l'agroécologie.

La "souveraineté alimentaire" offre un espace à l'agroécologie. La FAO ([2014](#)) explique que la souveraineté alimentaire

"... est ancrée dans les réalités complexes de la production, de l'achat, de la vente et de la consommation d'aliments. Il ne s'agit pas d'une idée nouvelle, mais plutôt d'une reconnaissance de toutes les dimensions d'un système alimentaire sain, éthique et juste. La souveraineté alimentaire [...] reconnaît que le contrôle du système alimentaire doit rester entre les mains des agriculteurs, pour qui l'agriculture est à la fois un mode de vie et un moyen de produire de la nourriture. Elle reconnaît également la contribution des peuples indigènes, des éleveurs, des habitants des forêts, des travailleurs et des pêcheurs au système alimentaire. Il garantit que les aliments sont produits d'une manière culturellement acceptable et en harmonie avec l'écosystème dans lequel ils sont produits. C'est ainsi que les systèmes traditionnels de production alimentaire régénèrent leurs sols, leur eau, leur biodiversité et leurs conditions climatiques depuis des générations".

La souveraineté alimentaire remet en cause la liberté de l'agro-industrie de s'emparer des exploitations familiales et de remplacer leur diversité et leur résilience par des monocultures dépendantes des monopoles sur les semences, les engrais et les pesticides. Elle remet en question les accords commerciaux qui créent le régime au sein duquel les grandes entreprises alimentaires et agroalimentaires sont en mesure de contrôler l'agriculture. Elle remet en question le remplacement des produits locaux par des produits bon marché, salés, gras et sucrés. Il conteste le contrôle exercé par les géants des supermarchés sur l'approvisionnement alimentaire des communautés.

La mainmise des entreprises sur les systèmes alimentaires mondiaux contribue à la malnutrition, à la dégradation de l'environnement et à la perte des moyens de subsistance des petits agriculteurs et des pêcheurs. C'est le septième lien entre les rouages du capitalisme contemporain et le fardeau mondial persistant des maladies (potentiellement) évitables.

8. Guerre et conflit, occupation et nettoyage ethnique, migration forcée, régime autoritaire s

La santé pour tous est une raillerie pour les communautés prises dans un conflit, enfermées dans les privations de la migration forcée, confrontées à l'occupation et au nettoyage ethnique, ou aux arrestations arbitraires, à la torture et aux disparitions sous des régimes autoritaires.

Si ces brutalités ont une longue histoire, elles sont reproduites et soutenues dans le monde actuel par le capitalisme et l'impérialisme contemporain.

L'industrie de l'armement dans le Nord impérial est un moteur essentiel, avec des profits massifs provenant de contrats gouvernementaux liés à la politique de l'argent et à la porte tournante entre le monde des affaires et le gouvernement. Le profit est directement lié à l'insécurité stratégique qui est mise en avant pour augmenter les budgets de guerre et les achats d'armes.

L'impérialisme est également l'un des principaux moteurs de conflit dans le monde contemporain, puisqu'il vise à maintenir les frontières ouvertes pour permettre au capital transnational d'extraire et d'exploiter. Les 800 bases étrangères maintenues par les États-Unis dans le monde, ainsi que

l'expansion agressive de l'OTAN, servent à rappeler aux pays le risque d'invasion ; un avertissement renforcé par le programme continu de guerre régionale mené par les États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale. Les bases étrangères et les guerres régionales entretiennent le marché de l'industrie de l'armement ; le lobbying xénophobe dans les capitales du Nord impérial est bon pour le complexe militaro-industriel.

L'incitation de leurs adversaires à se préparer à la guerre par la provocation et l'incertitude a été un modèle courant, notamment en défiant la Russie par l'expansion de l'OTAN et en défiant la Chine par des provocations répétées dans le détroit de Taïwan. Selon certains, la guerre de Corée a été précipitée par de tels moyens.

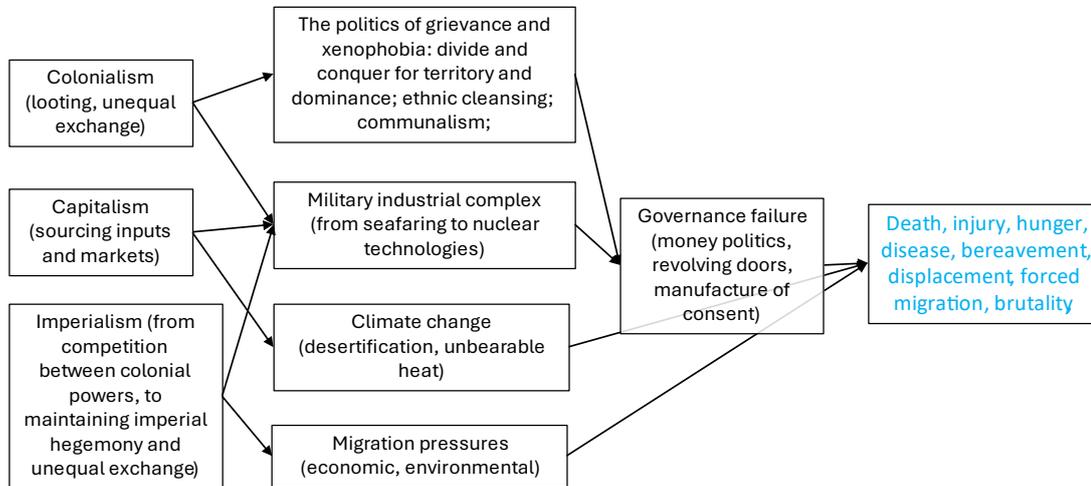


Figure 12. Guerre et conflits

Dans certains cas, la justification de la guerre est plus directement liée aux ressources, en particulier au pétrole. C'est ce qui s'est passé lors du coup d'État de la CIA en 1953 contre Mosaddegh et l'installation du Shah ; cela s'est répété lors de l'invasion de l'Irak en 2003 (sur la base de "renseignements" fabriqués de toutes pièces).

L'intervention militaire directe n'est qu'un des moyens de maintenir les frontières ouvertes pour le capital transnational. D'autres stratégies incluent la déstabilisation secrète, les sanctions financières contre des individus, la menace de représailles commerciales et le sabotage monétaire.

Le capitalisme et l'impérialisme ne sont pas les seuls moteurs de la guerre ; les différences religieuses et ethniques peuvent être des facteurs importants. Toutefois, les stratèges impériaux sont heureux d'exploiter ces différences à des fins impériales. Les atrocités commises actuellement à Gaza sont motivées par le projet sioniste de nettoyage ethnique, qui consiste à chasser progressivement les Palestiniens de leur terre, un projet qui remonte à avant 1948. Toutefois, le projet sioniste a également bénéficié du soutien diplomatique et financier permanent des États-Unis dans le cadre de leur stratégie pour le Moyen-Orient, visant à garantir un accès continu au pétrole de cette région.

Les guerres et les conflits, le réchauffement climatique et la pauvreté sont autant de facteurs qui contribuent aux déplacements forcés de personnes à la recherche d'un abri, d'un asile ou d'une vie meilleure. Les pressions migratoires du sud vers le nord sont accueillies avec une brutalité étonnante dans de nombreuses régions (Europe, frontière entre les États-Unis et le Mexique, Australie).

La guerre et les conflits (y compris l'occupation et le nettoyage ethnique, les migrations forcées et l'autoritarisme) constituent le huitième lien entre les rouages du capitalisme contemporain et les obstacles à la santé pour tous.

----ooooOOOOoooo----

Chapitre 4. Cartographie de l'ordre mondial contemporain

Ce chapitre passe en revue les principales caractéristiques de l'ordre politique et économique international contemporain. Il fournit un cadre permettant d'explorer les liens entre les circonstances spécifiques des luttes locales et la dynamique globale du capitalisme transnational.

Capitalisme transnational

Le capitalisme transnational fait référence aux opérations intégrées au niveau mondial des sociétés transnationales (y compris les sociétés financières). Le capitalisme transnational est géré par la classe capitaliste transnationale et dans son intérêt. La classe capitaliste transnationale comprend les capitaines de l'industrie et de la finance, les élites fortunées (y compris leurs philanthropies et leurs "groupes de réflexion") et les élites politiques alliées au sein des gouvernements et des institutions intergouvernementales. La classe capitaliste transnationale est consciente d'elle-même, dispose d'un bon réseau et jouit d'une culture et d'un mode de vie communs. Elle est confrontée à un mélange dispersé de classes ouvrières nationales (et de classes exclues).

Au niveau national, la classe capitaliste comprend deux fractions, l'une profondément investie dans le capitalisme transnational, l'autre plus préoccupée par l'économie nationale. L'ascension de Trump aux États-Unis et son revirement par rapport à diverses politiques d'Obama soulignent les différences entre ces deux fractions du capital national. La fraction transnationale exige des gouvernements qu'ils mettent en œuvre des politiques qui favorisent la poursuite de la domination de l'économie mondiale par les sociétés transnationales, en particulier celles qui sont basées dans le pays. La fraction nationale du capital exige une protection contre les vents froids de la libéralisation du commerce et de la libéralisation financière. La fraction transnationale de la classe capitaliste nationale fait également partie de la classe capitaliste transnationale et déploie le pouvoir national/impérial dans l'intérêt de la classe capitaliste transnationale au sens large.

Les diverses modalités de pouvoir déployées par le capital transnational, les leviers par lesquels il maintient sa domination mondiale, sont les suivants :

- l'extorsion d'investissements (l'effet de levier exercé par les entreprises sur le gouvernement lorsque des investissements sont proposés) et la fuite des capitaux (la discipline imposée par la menace de fuite des capitaux),
- le contrôle de la technologie (y compris par le biais de lois extrêmes sur la propriété intellectuelle imposées par les accords commerciaux),
- la flexibilité géographique des sociétés transnationales en termes de structure de leurs chaînes de valeur mondiales (la capacité de transférer l'approvisionnement en intrants et la localisation de la fabrication, de l'assemblage et des fonctions du siège social),
- le "sentiment du marché", expression de la peur et de l'avidité, de la demande et du refus, médiatisé par les mouvements des prix des actions et des valeurs monétaires, coordonné par les agences de notation et les médias financiers, avec un impact potentiellement dévastateur sur les pays ;
- la politique de l'argent et les portes tournantes,
- l'impérialisme, le déploiement d'un pouvoir étatique hégémonique dans l'intérêt de la classe capitaliste transnationale.

La crise de la surproduction

La crise de surproduction a été mentionnée plus haut comme un facteur majeur de l'aggravation des inégalités économiques. Par "surproduction", on entend ici un déséquilibre structurel entre la capacité de production et la demande du marché. Cette situation reflète le pouvoir croissant de la technologie, la portée mondiale des chaînes d'approvisionnement et la flexibilité dont les entreprises peuvent faire preuve pour tracer la géographie des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Le déséquilibre de la capacité de production (par rapport à la demande du marché) entraîne une diminution des emplois productifs, mais celle-ci est compensée par des emplois de service plus précaires - la gig economy (y compris les emplois de complaisance pour les riches). La diminution des emplois décents réduit encore la demande des consommateurs et exacerbe la surcharge de la capacité de production.

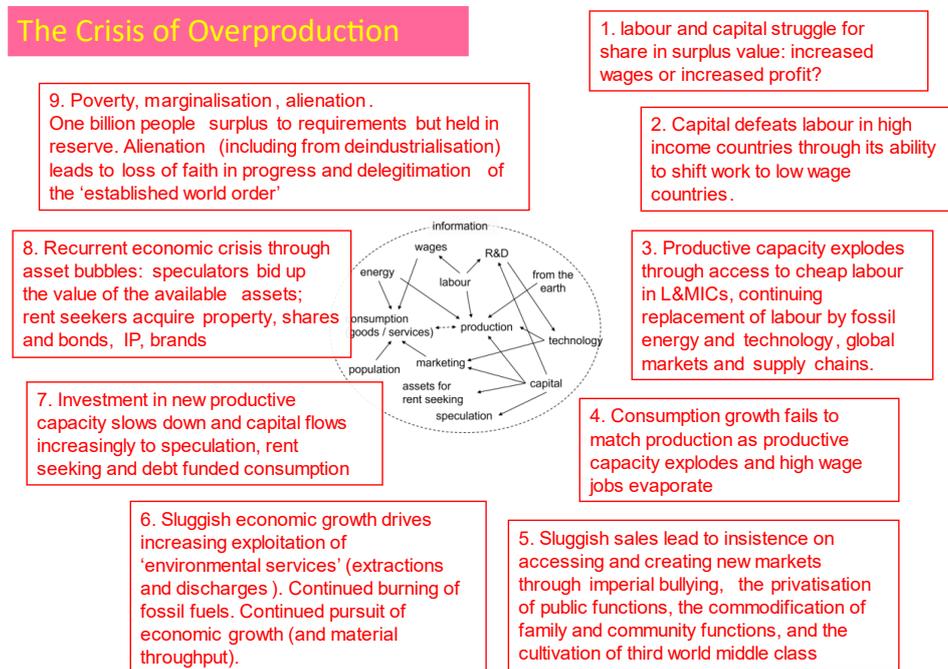


Figure 13. Crise de surproduction

Financiarisation et dette

Avec la crise de surproduction, on assiste à un flux croissant de capitaux qui s'éloignent de l'investissement productif pour se diriger vers l'"investissement" dans la spéculation sur le prix des actifs et la recherche de rentes.

La spéculation sur le prix des actifs consiste à acheter des biens (terrains, bâtiments, œuvres d'art, bijoux, actions, produits dérivés, etc.) dans l'espoir de les revendre plus tard à un prix plus élevé.) dans l'espoir de les revendre plus tard à un prix plus élevé. Plus généralement, la spéculation consiste à parier sur l'évolution future de certains prix ou produits dérivés, ainsi qu'à manipuler les marchés pour réaliser des plus-values. Les voies de l'"investissement" spéculatif passent par des intermédiaires financiers qui prennent tous leur part tout en participant à la spéculation.

Une grande partie des flux de capitaux dans le secteur financier est destinée à la recherche de rentes. Il s'agit d'acheter des actifs qui produiront des flux de revenus sûrs et gonflés. La recherche de rente prend de nombreuses formes, notamment la privatisation des services publics avec des monopoles naturels ou l'achat de sociétés dont la propriété intellectuelle est protégée (par exemple, les sociétés pharmaceutiques).

Le mouvement des capitaux vers les actifs financiers a entraîné une expansion considérable du secteur financier (en termes d'employés, de gratte-ciel et de proportion de l'économie). Le "secteur financier" comprend : les banques (banques privées, "banques de développement") et le "secteur financier" au sens large (fonds souverains, fonds de gestion de patrimoine, fonds de capital-investissement, compagnies d'assurance).

La baisse de la part des salaires dans le PIB entraîne une diminution de la demande des consommateurs, mais le secteur financier est heureux de prêter aux ménages (pour le logement, l'éducation, les soins de santé, les soins aux personnes âgées, l'agriculture) et aux gouvernements (pour les infrastructures, les services et l'armée). La dette joue donc un rôle de plus en plus important dans le soutien de la demande des consommateurs. Cela étend également le pouvoir du secteur financier sur l'économie, nationale et mondiale.

La croissance du secteur financier a été associée à une évolution de la relation entre le "capital industriel" (les entreprises qui fabriquent des produits ou fournissent des services) et le "capital financier". Autrefois, la principale mission des banques était de prêter aux entreprises afin qu'elles puissent investir dans la capacité de production. Dans le cadre de la financiarisation, les grandes sociétés financières possèdent, achètent et vendent les entreprises, y compris à des fins spéculatives et pour la production réelle.

Les grandes entreprises pharmaceutiques sont désormais détenues par des fonds d'investissement privés, des fonds spéculatifs et des fonds de placement. Les décisions en matière d'investissement et de production ne relèvent plus des choix stratégiques des hauts responsables de l'entreprise. Ce sont plutôt les barons de la finance qui les prennent en achetant et en vendant des entreprises particulières ou des parties d'entreprises.

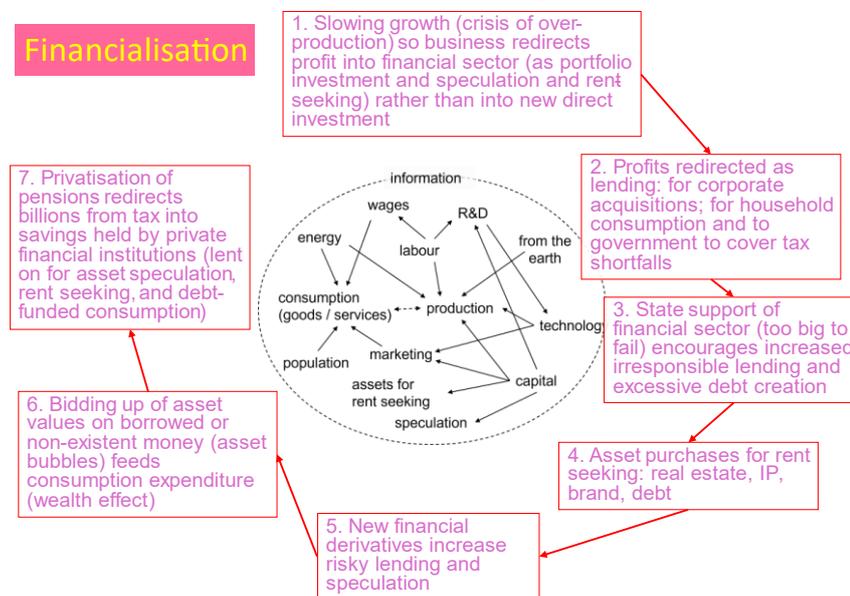


Figure 14. La financiarisation

Impérialisme

L'impérialisme a été décrit comme "le stade le plus élevé du capitalisme" ; les forces et dynamiques économiques décrites ci-dessus sont des éléments intrinsèques de l'impérialisme. Toutefois, les forces économiques opèrent dans un champ géopolitique et doivent être replacées dans ce contexte.

L'impérialisme se définit par la distinction entre le centre (ou la métropole) et la périphérie et par les relations d'échange inégal entre le centre et la périphérie. Les États-Unis sont au centre du centre, mais leur rôle de gouvernance est partagé, dans une certaine mesure, avec le Royaume-Uni, l'Europe et le Japon. Amin (2015) parle d'"impérialisme collectif" de la triade (Amin 2015).

L'impérialisme contemporain est né du colonialisme qui était basé sur des colonies directement gouvernées. Les mécanismes d'accumulation capitaliste sous le colonialisme comprennent les structures d'échange inégal, qui continuent à jouer un rôle dominant, ainsi que l'expropriation directe

(pillage), qui a joué un rôle majeur. Les colonisateurs et les colonies ont généré d'énormes richesses grâce à l'esclavage. La concurrence entre les puissances européennes pour les colonies a joué un rôle central dans la mort de millions de personnes au cours des deux guerres mondiales.

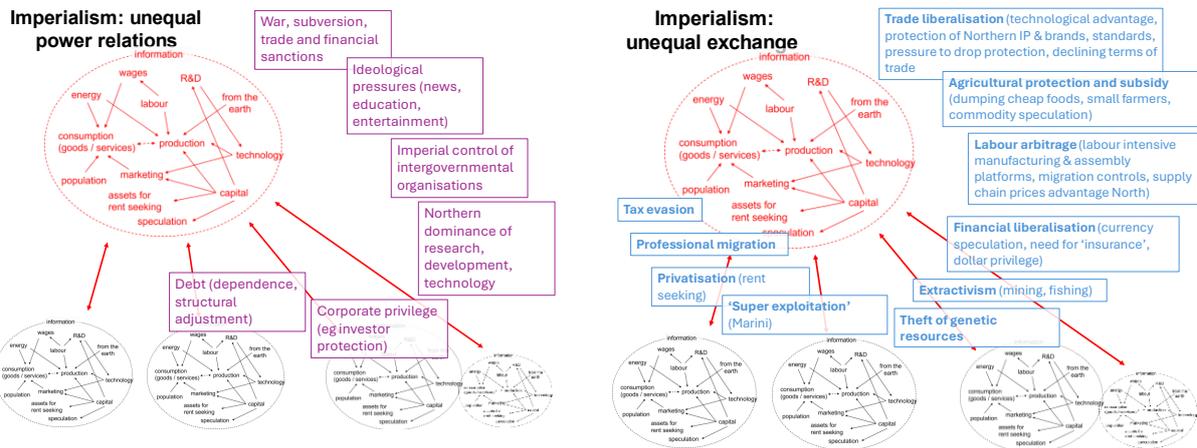


Figure 15. Impérialisme : rapports de force inégaux ; échanges inégaux

Bien que les États-Unis soient une puissance coloniale (Hawaï, Philippines, Cuba, Porto Rico, Îles Marshall, etc.), ils se sont démarqués de la domination directe du colonialisme européen par un modèle préféré de domination indirecte ou néocolonialisme, impliquant la corruption, des invasions périodiques, des actions secrètes, etc. Le néocolonialisme poursuit les relations d'exploitation par l'échange inégal, mais sans autorité directe formalisée.

La relation coloniale implique bien plus qu'une gouvernance directe ou indirecte. Elle comprend également la liquidation du patrimoine culturel et l'imposition de normes culturelles et de formations sociales qui conviennent au projet colonial. Ces manifestations persistantes de la "colonialité" comprennent les hiérarchies de pouvoir fondées sur la race et le sexe, les hypothèses anthropocentriques de l'extractivisme et le réductionnisme cartésien des Lumières européennes. Le projet de "décolonialité" cherche à nommer ces manifestations persistantes du colonialisme, y compris en ce qui concerne les soins de santé et la santé de la population. La décolonialité implique non seulement de nommer ces chaînes coloniales, mais aussi de conduire les transformations institutionnelles nécessaires à une nouvelle dispensation. (Pour en savoir plus sur la décolonialité, voir [ci-dessous](#)).

Le transfert de valeur de la périphérie vers le centre est un élément fondamental de l'idée d'impérialisme. Ce transfert s'effectue par le biais d'une série de mécanismes différents d'échange inégal :

- L'accumulation par le pillage est la relation primordiale. Elle est généralement identifiée à la période coloniale, y compris la dépossession coloniale, l'esclavage et le travail sous contrat, ainsi que la désindustrialisation forcée de l'Inde par les Britanniques (l'imposition d'un échange inégal). Toutefois, l'impérialisme contemporain maintient une série de mécanismes de pillage continu, notamment : la négation judiciaire des liens traditionnels avec la terre (y compris par le biais des litiges ISDS) ; le dumping de denrées alimentaires subventionnées qui affaiblit les petits agriculteurs et les pousse vers les villes en tant que main-d'œuvre bon marché ; l'emploi précaire ; la malnutrition des femmes comme condition pour nourrir les enfants et les travailleurs masculins ; et les projets extractivistes qui déplacent les communautés qui sont alors forcées d'essayer de survivre en tant que mineurs artisanaux.
- L'échange inégal est la relation qui définit l'impérialisme. Dans sa forme contemporaine, il s'agit d'échanger des produits manufacturés de la métropole (dont les prix sont largement libres en raison de leur statut de monopole) avec des produits de base (de la périphérie)

vendus sur un marché hautement concurrentiel. À chaque innovation, le prix des produits manufacturés augmente, mais les prix des produits de base restent serrés. En raison de la détérioration des termes de l'échange, les pays de la périphérie doivent exporter des volumes croissants de produits de base simplement pour maintenir leur balance des paiements.

- Un aspect essentiel de cette relation est la protection de la propriété intellectuelle dont bénéficient les fabricants de la métropole et les barrières ainsi imposées à la fabrication nationale dans le Sud. L'autre aspect de la protection de la propriété intellectuelle est le flux de ressources du Sud vers le Nord pour l'octroi de licences de propriété intellectuelle détenue par le Nord. Les États-Unis sont de loin le plus grand exportateur de propriété intellectuelle.
- L'échange inégal est également médiatisé par la structuration des chaînes de valeur mondiales par les sociétés transnationales qui ont un contrôle stratégique sur l'approvisionnement en intrants et en main-d'œuvre, un contrôle monopolistique sur la technologie et, en raison de leur statut de monopole/monopsone⁵, sont en mesure de s'assurer que la valeur créée par les travailleurs du Sud est réalisée sous forme de profit dans les ports du Nord. (Smith 2016).
- Le slogan de la "déliasion" (Amin 1985) est une réponse directe à la manière dont les structures de l'échange inégal sont devenues des normes de l'impérialisme. Les politiques visant à promouvoir la déliaison et le commerce Sud-Sud envisagent de limiter l'accès du Nord aux ressources et aux marchés du Sud tout en développant les technologies nécessaires et des relations commerciales plus équitables entre les pays du Sud.
- Les privilèges du dollar américain constituent une médiation importante du transfert de valeur. À mesure que les pays en développement succombent aux pressions visant à libéraliser les contrôles des capitaux (pour déréglementer les flux de capitaux entrants et le rapatriement des bénéfices), ils deviennent de plus en plus vulnérables à la spéculation sur les devises. Pour "s'assurer" contre les attaques spéculatives sur les devises, de nombreux pays en développement investissent une grande partie de leurs revenus étrangers dans l'achat d'obligations du Trésor américain qu'ils peuvent convertir en dollars et défendre leur monnaie contre les attaques. L'achat de bons du Trésor américain fait grimper la valeur du dollar américain et le pouvoir d'achat des importateurs et des consommateurs américains.
- La spéculation sur les devises n'est qu'un des jeux auxquels se livrent les géants de la finance. La spéculation sur le prix des denrées alimentaires contribue de manière significative à la faim dans le monde - et au profit financier.

Spéculation monétaire

Acheter des bahts thaïlandais lentement et tranquillement contribue à l'optimisme monétaire (augmentation de la valeur du baht) et conduit à d'autres achats par d'autres joueurs. Vendre soudainement au moment du pic rapporte une forte récompense, la différence entre la valeur inférieure antérieure et la valeur maximale de la monnaie. La valeur du baht thaïlandais s'effondre, ce qui signifie que le coût des importations en Thaïlande monte en flèche, impactant l'emploi et le coût de la vie pour des millions de personnes. La dette publique devient insoutenable en raison de l'augmentation du coût d'achat des dollars américains nécessaires au service de la dette.

La pression exercée sur les pays du Sud pour qu'ils déréglementent les flux de capitaux à travers leurs frontières est une question cruciale dans la relation entre le centre et la périphérie (Amin 2015). Au fur et à mesure que la financiarisation du capitalisme transnational progresse, la pression en faveur de la

5. Le monopole fait référence à la position des vendeurs sur le marché ; le monopsone fait référence à la position des acheteurs sur le marché.

libéralisation des flux de capitaux augmente et la nécessité pour les pays de la périphérie de conserver les contrôles de capitaux (en tant que base de la souveraineté économique) devient de plus en plus importante.

Les relations économiques entre le centre et la périphérie s'inscrivent dans une toile d'araignée d'accords bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux sur le commerce et l'investissement. Les accords administrés par l'OMC jouent un rôle clé dans la régulation du capitalisme transnational et des relations impérialistes. En ce qui concerne les soins de santé et la santé de la population, l'accord sur les ADPIC, l'accord sur l'agriculture et l'accord général sur le commerce des services (AGCS) revêtent une importance particulière. Les dispositions relatives au règlement des différends entre investisseurs et États contenues dans divers accords bilatéraux et plurilatéraux ont un effet dissuasif puissant sur les gouvernements qui envisagent de régler la santé.

La création d'un régime commercial mondial qui faciliterait le développement social et économique des pays du Sud était l'objectif central de la Déclaration pour un nouvel ordre économique international (NEOEI) de 1974, voir ci-dessous. Les espoirs placés dans le NIEO ont été anéantis par l'ajustement structurel après la crise de la dette des années 1980 et la montée du néolibéralisme et l'établissement de l'OMC avec ses différents accords.

Le cynisme du discours sur un "ordre fondé sur des règles" est évident dans la liberté dont jouissent les États-Unis d'enfreindre les règles de l'OMC lorsque cela les arrange. Les États-Unis ont effectivement saboté les procédures de règlement des différends de l'OMC au cours des dernières années afin d'empêcher le tribunal de les déclarer coupables de violation des "règles" dans leur guerre commerciale contre la Chine.

Depuis plusieurs décennies, la déliaison et la priorité donnée au commerce Sud-Sud sont considérées comme des stratégies nécessaires à l'autodétermination et au développement social et économique des pays de la périphérie (Amin 1985). L'importance de cette politique se reflète dans les disciplines impériales imposées aux pays qui refusent de s'intégrer ou qui cherchent à se délier (Russie, Chine, Cuba, Iran, Corée du Nord, Venezuela).

Les arguments en faveur de l'imposition de disciplines impériales sont soutenus dans le centre impérial par le lobby militaro-industriel et par le sentiment du secteur financier, qui reconnaît le rôle des dépenses militaires dans la gestion de l'économie capitaliste (essentiellement en brûlant de l'argent).

Un nouveau monde multipolaire

L'équilibre géopolitique s'est modifié ces dernières années avec le renforcement de la puissance économique des "économies émergentes" et le développement de nouvelles alliances entre les gouvernements du Sud, notamment les BRICS (et les BRICS plus), le Groupe des amis pour la défense de la Charte des Nations unies ([FUNC](#)), la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique - Accord commercial avec les peuples (ALBA - TCP), l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), l'Union africaine et l'ASEAN.

La Chine a lancé ou soutenu plusieurs initiatives destinées à défier l'empire américain et à créer un espace de coopération Sud-Sud. Il s'agit notamment de l'initiative "Belt and Road", de l'Organisation de coopération de Shanghai et de la Nouvelle banque de développement. La Chine (et plusieurs États périphériques) diversifie également ses avoirs en devises étrangères en s'éloignant du dollar américain et en augmentant l'utilisation d'autres devises, y compris le yuan, dans le cadre de la médiation commerciale.

L'emprise réduite de l'impérialisme unipolaire se reflète dans la proposition de l'Inde et de l'Afrique du Sud de déroger aux dispositions de l'accord sur les ADPIC pour permettre une augmentation plus rapide de la disponibilité des produits médicaux dans le contexte de la pandémie de Covid. Ce débat

s'est poursuivi dans le cadre des négociations en vue d'un "traité sur les pandémies". À l'heure actuelle, les voix unifiées du Nord impérial ont réussi à repousser ces propositions de dérogation.

Il y a une certaine distance entre le fait de chercher à renégocier les règles commerciales impériales dans les allées du pouvoir et le fait d'enfreindre les règles comme l'a fait Chavez en mettant fin aux accords inégaux du Venezuela avec ExxonMobil et ConocoPhillips en 2008. Ces deux cas - l'Inde et l'Afrique du Sud cherchant à obtenir une dérogation aux ADPIC et Chavez nationalisant certaines parties de l'industrie pétrolière vénézuélienne - montrent qu'il n'est pas certain que les gouvernements du Sud aillent jusqu'au bout (ou soient capables d'aller jusqu'au bout) dans la remise en question des règles de l'impérialisme. Les positions "radicales" adoptées par l'Inde dans les négociations commerciales internationales contrastent fortement avec le néofascisme du gouvernement Modi et l'influence de la pensée néolibérale dans ses politiques intérieures.

Le cas de l'Inde souligne l'importance de la politique intérieure pour déterminer jusqu'où les gouvernements du Sud global iront dans la contestation de l'impérialisme. Le progrès économique de l'Inde au cours des dernières décennies a été associé à son intégration dans l'économie capitaliste mondiale et il existe de puissants intérêts de classe à maintenir et à étendre cet engagement. Ces dernières années, l'Inde a adopté des positions progressistes sur un certain nombre de questions relatives à la santé et au commerce, en particulier la proposition de dérogation aux ADPIC concernant les produits de soins de santé en cas d'urgence. Cependant, au niveau national, l'alliance corporative Hindutva ([Patnaik 2019](#)) rassemble le néolibéralisme, le néofascisme, le communisme, le mépris des droits de l'homme et l'aggravation de l'inégalité.

Le néolibéralisme a fourni le cadre politique général de l'ajustement structurel et de la libéralisation du commerce. Il a conduit à la libéralisation financière (en réduisant les contrôles des capitaux et en permettant aux institutions financières étrangères d'entrer) et à l'harmonisation des normes et des réglementations (conformément aux préférences et aux intérêts des entreprises). Cependant, la plupart des gouvernements du Sud ont adhéré à ce programme, parfois sous la pression hégémonique, et parfois lorsque les politiciens locaux s'identifient aux intérêts du capital transnational.

Cuba est une exception et le blocus américain de 50 ans, qui met en garde les autres pays contre la tentation de suivre la même voie, donne la mesure de l'importance du projet néolibéral pour l'impérialisme. Cependant, la résistance continue de Cuba démontre au monde que, même sous une telle pression, l'autodétermination économique est possible.

Un nouvel ordre économique et politique international

Il y a des leçons à tirer de l'appel de 1974 en faveur d'un nouvel ordre économique international. Il s'agissait d'une tentative majeure des pays du Sud pour renégocier les conditions de leur participation à la mondialisation capitaliste, sur la base d'une solidarité renforcée entre les pays en développement réunis au sein du Mouvement des non-alignés (voir encadré 1 ci-dessous). (Voir encadré 1 ci-dessous).

L'appel de 1974 en faveur d'un nouvel ordre économique international (NOEI)

L'établissement d'un nouvel ordre économique international a été déclaré par l'Assemblée générale des Nations unies il y a 50 ans cette année dans les [résolutions 3201 \(S-VI\) et 3202 \(S-VI\)](#). Le nouvel ordre économique international a été conçu, développé et parrainé au sein des Nations unies par les pays du Sud, par l'intermédiaire du Mouvement des pays non alignés et du G77.

La NIEO a été influencée par la théorie de la dépendance, qui soutenait qu'un flux net de valeur du Sud vers le Nord était ancré dans la structure de l'économie mondiale et suggérait que les pays en développement utilisent des droits de douane (taxes à l'importation) pour rendre les importations de produits manufacturés plus coûteuses afin que les producteurs locaux puissent s'établir ; qu'ils utilisent des quotas d'importation pour limiter le volume des importations de produits manufacturés ; et qu'ils utilisent des subventions et des aides à l'infrastructure pour accroître la compétitivité de leurs exportations sur les marchés mondiaux. La théorie de la dépendance recommandait également de cultiver le commerce Sud-Sud afin d'éviter les échanges inégaux inhérents au commerce Sud-Nord.

La NIEO comprend une série d'exigences politiques transformatrices qui convertissent la théorie de la dépendance en une série d'exigences politiques pratiques concernant la gouvernance économique mondiale. La NIEO :

- a demandé que les pays en développement bénéficient d'un traitement préférentiel dans tous les domaines de la coopération économique internationale ;
- a affirmé le droit de l'État à nationaliser ou à transférer la propriété d'actifs détenus par des étrangers à ses ressortissants ;
- a demandé que les pays en développement aient accès aux acquis de la science et de la technologie modernes et qu'ils encouragent le transfert de technologie et la création de technologies indigènes au profit des pays en développement ; et
- a appelé à l'extension de l'assistance active aux pays en développement par l'ensemble de la communauté internationale.

Les espoirs des OING ont été anéantis par la crise de la dette des années 1980 et les politiques d'ajustement structurel du FMI imposées comme condition au sauvetage de la dette, par l'influence plus large des politiques économiques néolibérales de l'époque et par les accords commerciaux introduits lors de la création de l'OMC en 1994. Les accords de l'OMC et les accords régionaux ultérieurs sur le commerce et l'investissement ont progressivement forcé les frontières nationales à s'ouvrir au commerce et à la finance (mais pas au savoir-faire technique ni aux personnes).

Encadré 1. L'appel de 1974 pour un nouvel ordre économique international

La NIEO originale a été critiquée pour son développementalisme et son étatisme. La première critique est qu'elle ne remettait pas en cause l'architecture fondamentale de la mondialisation ; elle cherchait plutôt des conditions plus équitables pour la participation des pays du Sud au capitalisme mondialisé. Compte tenu de la dégradation continue de l'environnement depuis 1974, l'absence de critique du caractère extractiviste du capitalisme transnational est également reconnue comme une limite importante de l'OING.

La deuxième critique formulée à l'encontre de l'ONIE concerne son orientation "étatiste". Les exigences de l'ONEM reflétaient les priorités des gouvernements, qui tentaient de surmonter les obstacles au développement social et économique découlant d'un régime d'échange inégal. Cette orientation étatiste se reflète dans le contraste entre la rhétorique progressiste de l'ONIE et le caractère autoritaire de bon nombre des régimes à l'origine du mouvement en faveur de l'ONIE. En l'absence d'une demande forte de la société civile pour des stratégies plus radicales, les gouvernements du Sud se sont limités à rechercher une participation plus équitable au capitalisme transnational, plutôt que son démantèlement. Si la sécurité du gouvernement dépend de la répression

intérieure, les demandes plus radicales de restructuration au niveau mondial seront également réprimées.

Toutefois, la nécessité d'un nouvel ordre économique et politique international n'a pas disparu.

Les gouvernements des pays du Sud, les universitaires et les organisations de la société civile avancent actuellement une série de revendications politiques transformatrices. Les revendications débattues à l'OMS, à l'OMC, au GIEC et dans d'autres forums sont les suivantes :

- un traitement spécial et différencié,
- le droit au développement,
- les transferts de technologie,
- un mécanisme de financement des pertes et dommages pour soutenir l'adaptation au changement climatique,
- des responsabilités communes mais différenciées,
- la dérogation aux ADPIC,
- l'équité dans la préparation et la réponse aux pandémies,
- la réglementation des sociétés transnationales,
- la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, et
- dissocier le financement de l'innovation pharmaceutique des prix pratiqués pour les médicaments.

Ces revendications ne font pas de grands progrès. Les slogans transformateurs sont nécessaires mais pas suffisants.

La promesse de politiques internationales progressistes de la part des gouvernements du Sud, y compris dans le cadre d'alliances plus larges, doit s'accompagner d'un approfondissement de la lutte pour la responsabilité démocratique au niveau national et d'une convergence des mouvements sociaux au niveau mondial afin de favoriser une rupture radicale avec l'impérialisme.

Il n'est pas certain que les nouvelles solidarités du Sud global soient en mesure d'atteindre leurs objectifs. Les facteurs déterminants seront notamment les suivants

- le nouvel espace politique ouvert par le nouveau monde multipolaire est suffisant pour conduire les changements structurels nécessaires ;
- les intérêts communs du Sud global sont suffisants pour rassembler une phalange de pouvoir derrière ce type de demandes ;
- les demandes formulées dans le cadre de ces nouvelles alliances supposent que le capitalisme et la mondialisation continuent de prévaloir, tout en exigeant des conditions de participation plus équitables ou en envisageant des changements structurels (écosocialisme) ;
- les peuples et les gouvernements sont disposés à emprunter la voie plus radicale de l'écosocialisme et de la déconnexion ; ils demandent le démantèlement des ADPIC au lieu de chercher à négocier une dérogation ; le soutien populaire serait-il suffisant pour résister aux réactions de l'impérialisme ?
- la perspective du réchauffement climatique et de la dégradation de l'habitat humain a-t-elle modifié la volonté des gouvernements et des peuples de s'engager sur la voie de l'écosocialisme ?

Institutions de la gouvernance mondiale

Un "ordre fondé sur des règles" pour la gouvernance mondiale est une bonne idée, un objectif nécessaire.

Le monde est loin d'avoir un gouvernement mondial ; le scénario le plus réaliste est celui d'un régime complexe de gouvernance mondiale, comprenant des institutions de discussion et de décision et des règles convenues pour guider les relations internationales et les gouvernements nationaux. Dans la forme, c'est ce qui est aujourd'hui en place : des institutions (telles que la Banque mondiale, le FMI,

l'OMC, l'OMS, le GIEC, la CIJ) et des normes (règles commerciales, principes des droits de l'homme, droit de la mer, lignes directrices de l'OMS, etc.) Toutefois, il est évident que ces structures sont façonnées à bien des égards par les exigences de l'impérialisme, par l'intermédiaire des gouvernements du Nord global, par les exigences directes du capital transnational, par la machine idéologique capitaliste et par les philanthropies capitalistes.

L'OMS fournit une étude de cas sur la manière dont les structures et les normes de la gouvernance mondiale sont façonnées par les besoins de l'impérialisme, en particulier à travers le contrôle du financement de l'OMS. Au cours des quarante dernières années, les pays riches ont manœuvré l'OMS pour la rendre totalement dépendante des fonds des donateurs pour l'ensemble de ses programmes techniques. Les contributions obligatoires sont réduites à moins de 20 % des dépenses totales et les 80 % restants provenant des donateurs (pays et philanthropes) sont étroitement affectés aux projets préférés des donateurs.

C'est dans ce contexte que les directeurs généraux successifs de l'OMS ont été contraints (par Rockefeller, la Banque mondiale et les États-Unis) d'adopter le modèle de "couverture sanitaire universelle" qui, comme nous l'avons souligné plus haut, sert de couverture à la commercialisation et à la privatisation des soins de santé.

Le contrôle impérial de la gouvernance mondiale (y compris la gouvernance mondiale de la santé) est contesté par les gouvernements progressistes et par une myriade de mouvements politiques et sociaux (y compris les PHM). Si ces mouvements politiques et sociaux s'organisent et militent dans les domaines international et national, leur base, leurs racines, sont nécessairement nationales.

La dissolution de l'impérialisme américain impliquera une action de la part des gouvernements progressistes (tenus responsables par leurs peuples) et des alliances de gouvernements progressistes (et démocratiquement responsables), ainsi que des mouvements politiques et sociaux s'organisant au niveau national et international. Ces actions pour la dissolution de l'impérialisme incluront la renégociation des accords, la création de nouvelles institutions et, si nécessaire, des ruptures radicales des normes de l'empire.

Les pays et les peuples seront particulièrement vulnérables à différents moments (tout comme le peuple palestinien l'est actuellement) ; une autre condition de réussite sera la solidarité au-delà des frontières, au-delà des différences.

Oppressions croisées de classe, de genre, d'ethnie, de religion et d'aptitude y

La dissolution du capitalisme et de l'impérialisme sont des conditions nécessaires à la préservation d'un monde habitable, à la guérison de la fracture métabolique et à l'avènement d'un monde équitable, durable et inclusif. Il faut également s'attaquer simultanément aux oppressions et aux discriminations dans les hiérarchies de pouvoir, qu'il s'agisse du sexe, de la race, de l'ethnie, de la caste, de la classe ou des aptitudes. Bien que ces oppressions soient généralement antérieures au capitalisme, elles sont attisées par les stratégies du capital dans le cadre d'une campagne visant à diviser et à conquérir, et bon nombre des exploitations imposées par ces oppressions ont été créées ou élaborées par le capital. Parmi les exemples, citons le travail non rémunéré des femmes, les discriminations en matière d'emploi et d'éducation à travers les hiérarchies de race, de caste et de classe, ainsi que l'exclusion des personnes handicapées.

Cependant, les causes de ces oppressions ne peuvent être attribuées uniquement aux exploitations et aux stratégies du capital. Elles ont d'autres racines, souvent bien plus anciennes que le capitalisme. Pour traiter ces blessures, il faut comprendre comment les oppressions à travers les hiérarchies de pouvoir sont médiatisées et vécues. Ces médiations incluent les modes de pensée (et de parole) habituels, ainsi que les formes et pratiques institutionnelles qui normalisent ces oppressions.

Aborder ces hypothèses et ces pratiques dans nos propres vies et dans nos engagements militants implique une réflexivité personnelle, une écoute profonde des différences (en faisant de la place pour

le partage d'expériences) et une ouverture au retour d'information. Cela implique d'intégrer la solidarité au-delà des différences dans nos engagements militants, y compris la solidarité dans l'action. L'unité forgée par cette réflexivité et cette solidarité peut considérablement renforcer le mouvement.

Le concept d'intersectionnalité reconnaît les différents axes de différence à travers lesquels l'oppression, l'exploitation et l'exclusion peuvent opérer. Il souligne également comment les modes de pensée et les pratiques associés à la libération sur un axe de différence (par exemple le genre) peuvent néanmoins intégrer les structures d'oppression sur un autre axe (par exemple la race/l'ethnicité).

L'intersectionnalité n'est pas une invitation à la fragmentation des mouvements populaires avec des groupes identitaires étroitement définis, chacun préoccupé par ses propres luttes. Elle plaide plutôt en faveur de l'intégration de la réflexivité, de l'écoute profonde et de l'ouverture au retour d'information dans tous nos engagements avec des personnes qui sont (ou qui pourraient être) différentes. Il plaide en faveur de la culture de la solidarité dans notre activisme.

Idéologie

La stabilité de l'ordre mondial contemporain dépend du maintien d'un milieu culturel compatible avec l'inégalité économique et l'extractivisme rapace. Cela implique de façonner délibérément la subjectivité des gens (en cultivant l'insécurité, l'individualisme, le matérialisme) et de modeler des normes sociales plus larges sur le bien et le mal (la "fabrication du consentement").

L'un des éléments clés de ce programme est l'illusion que la "démocratie libérale" est en quelque sorte identifiée à la souveraineté du peuple et que ses processus électoraux produisent un gouvernement responsable et représentatif. En réalité, la "démocratie libérale" consacre la liberté du capital *par rapport à la* démocratie. Les décisions d'investissement façonnent l'histoire, mais dans le cadre du capitalisme libéral démocratique, ces décisions sont prises à titre privé et dans l'intérêt du profit privé. En ce qui concerne le bien-être des personnes et de la planète, la seule justification d'un tel système serait la bienfaisance magique de la "main invisible" des forces du marché ; il s'agit d'une proposition douteuse.

Le néolibéralisme est un cadre idéologique construit autour de la bienfaisance des forces du marché et de l'incitation au profit. Les pauvres ont besoin de revenus plus faibles pour pouvoir travailler ; les riches ont besoin de revenus plus élevés pour pouvoir travailler. La libéralisation du commerce en tant que "bien" fondamental fait partie de ce cadre.

Les institutions qui fabriquent le consentement au capitalisme patriarcal racialisé extractif sont diverses et fonctionnent de différentes manières. Dans de nombreux cas, leur fonction idéologique se greffe sur d'autres objectifs sociaux : éducation, services d'information, divertissement, marketing.

Le défi d'atteindre les personnes qui ont été blessées par l'inégalité ou l'injustice et qui sont attirées par le fascisme est une capacité critique pour les activistes des mouvements sociaux. Ni les cris, ni les arguments rationnels n'ont de résultats positifs. En effet, la marée montante du néofascisme trouve un réconfort dans les joutes oratoires et, dans de nombreux contextes, s'est complètement passée des faits et de la logique. Écouter leurs expériences vécues et faire preuve d'un engagement en faveur de l'équité et de la justice pourrait avoir plus de chances de jeter des ponts.

----ooooOOOOoooo----

Chapitre 5. Futurs possibles : implications pour la lutte pour la santé

La stratégie exige de la prévoyance, c'est-à-dire des spéculations éclairées sur la façon dont l'histoire va se dérouler.

Les tendances actuelles en matière d'habitat humain suggèrent :

- les émissions continues, l'extractivisme et la croissance,
- l'accélération du réchauffement,
- de plus en plus de régions deviennent inhabitables,
- l'insécurité alimentaire, les déplacements de population et les conflits,
- plus de désespoir et plus de barrières concrètes.

Les tendances actuelles de l'économie mondiale vont dans ce sens :

- l'aggravation des inégalités,
- l'évaporation continue des bons emplois, l'emploi dépendant de plus en plus de la précarité, de l'exploitation et des bas salaires, et
- l'aggravation de la crise budgétaire et de l'austérité.

Plus largement, en termes de fonctionnement des sociétés, les tendances actuelles suggèrent :

- la sécurisation de la nation et de la classe (murs frontaliers et communautés fermées),
- l'aliénation, le désespoir, le repli sur les chambres d'écho, le chauvinisme, le communautarisme et le fascisme.

Les affaires courantes en géopolitique semblent se poursuivre :

- la poursuite du déclin des États-Unis,
- l'aggravation du conflit entre les États-Unis et la Chine,
- la poursuite des guerres impériales, l'augmentation de la probabilité d'une guerre majeure, et
- la poursuite du détournement des ressources vers les dépenses militaires.

Il s'agit là d'une vision bien sombre.

Plus d'espoir

Les scénarios les plus optimistes sont les suivants :

- l'accélération de la dégradation de l'environnement incite la communauté internationale à s'attaquer aux facteurs du réchauffement climatique et de la dégradation de l'environnement ; cette insistance est manifestée par les peuples unis à l'échelle mondiale et par les gouvernements du Sud et, de plus en plus, par les gouvernements du Nord ;
- une pression croissante en faveur d'une réponse mondiale plus équitable au réchauffement climatique, y compris un partage plus juste des coûts d'adaptation, sous l'impulsion des peuples unis à l'échelle mondiale et des gouvernements du Sud ;
- une résistance croissante à la dégradation de l'emploi, menée par les mouvements syndicaux au niveau mondial et soutenant les changements structurels dans la gouvernance économique mondiale ;
- un refus croissant face à l'aggravation des inégalités dans le monde ; une résistance accrue à l'austérité budgétaire face à la richesse obscène des 1 % ;
- le rejet culturel de plus en plus large des réponses chauvines, xénophobes, nationalistes et fascistes à la polycrise ;
- le déclin de l'impérialisme américain et les nouveaux centres de pouvoir géopolitique permettent aux gouvernements du Sud d'exercer une nouvelle influence sur la gouvernance mondiale ; le retour au premier plan du mouvement des non-alignés ; un nouveau monde multipolaire.

Les spéculations sur l'avenir sont pleines d'incertitude ; des tendances et des événements imprévus se produiront. Toutefois, les tendances porteuses d'espoir ne "surgissent" pas d'elles-mêmes ; elles doivent être activement mises en œuvre.

Un nouveau mouvement internationaliste serait un nouvel espace d'espoir. De ce point de vue, le rôle de PHM en tant que mouvement mondial est précieux.

La détermination à changer l'histoire a besoin d'espoir et l'espoir a besoin d'inspiration. Le reste de ce chapitre passe en revue quelques idées qui inspirent : l'écosocialisme, le bien vivre, la décolonialité, les soins de santé primaires et les nouvelles configurations géopolitiques.

Ecosocialisme et planification économique démocratiquement responsable g

Les choix d'investissement jouent un rôle fondamental dans la construction de notre avenir. Le contrôle des investissements par le secteur privé, motivé par le profit, n'a pas répondu aux besoins réels des personnes et de la nature et continuera à échouer. La voracité du capital - la recherche du profit, de l'investissement et encore du profit - est à l'origine du réchauffement climatique, de la perte de biodiversité et de l'aggravation des inégalités.

Le capitalisme est à l'origine de la dégradation de l'environnement et résiste à tout mouvement en faveur de la durabilité écologique. Il est évident que nous avons besoin d'une forme d'écosocialisme ([Hickel 2023](#)), mais quelle forme et quelles voies ?

La démocratie libérale prétend fournir un cadre institutionnel pour la planification et la mise en œuvre d'une réponse rationnelle aux problèmes sociétaux, tels que la crise écologique. Cependant, le terme de "démocratie libérale" cache la liberté *de* démocratie accordée aux détenteurs de capitaux, la liberté d'investir en tant que manifestation des droits de propriété. Or, les décisions d'investissement sont essentielles pour façonner le développement social et économique. Si nous voulons construire une civilisation mondiale qui vive dans les limites de notre planète, les décisions d'investissement doivent être soumises à une planification démocratiquement responsable, une planification économique.

Les modèles historiques de socialisme n'ont pas tenu compte des limites planétaires de la croissance. En effet, l'externalisation des coûts de production vers l'environnement était une caractéristique majeure du socialisme en Union soviétique.

L'écosocialisme devra rester dans les limites de la planète. Les dépenses de consommation dans le cadre de l'écosocialisme seront subordonnées à une culture plus large du bien-vivre. Le bien-vivre sera progressivement découplé de la consommation matérielle, mais les gens auront toujours besoin de nourriture, de vêtements, d'éclairage, de chauffage et de transport. En particulier, les communautés qui ont été appauvries par le capitalisme auront besoin d'une augmentation des ressources pour la consommation. La bonne vie fera place aux activités créatives, à la camaraderie, à la production alimentaire locale et à de nombreuses autres valeurs non matérielles.

Les dépenses d'investissement et l'accumulation de ressources pour de telles dépenses resteront une caractéristique de toute économie future. Les communautés qui ont été appauvries et exclues sous le capitalisme ont droit à des maisons, des hôpitaux, des écoles et des routes et revendiqueront ces droits sous l'écosocialisme. Dans le monde riche également, il sera toujours nécessaire d'effectuer des dépenses d'investissement, dans le cadre d'une culture du bien-vivre, y compris, par exemple, la restructuration des systèmes énergétiques pour atténuer le réchauffement de la planète.

Les ressources nécessaires aux dépenses d'investissement peuvent être accumulées de différentes manières, notamment par le biais d'un excédent généré par la production et le commerce, ainsi que par la fiscalité. Ce qui importe, c'est que la génération de ce surplus n'est pas le moteur de l'économie ; c'est plutôt la nécessité de ces investissements qui stimule l'accumulation, dans le contexte de limites fermes de l'empreinte écologique globale de l'humanité.

Le rejet des prétentions de la "démocratie libérale" ne doit pas signifier l'abandon des principes d'une politique responsable, transparente et consensuelle. Une telle politique sera essentielle pour construire l'écosocialisme, corriger les inégalités, cultiver le bien-vivre plutôt que de maximiser la consommation, et valoriser les droits des insectes, des forêts et des récifs coralliens. Bref, un nouveau type de démocratie. Quel type de démocratie ?

Nous ne pouvons pas être trop directifs sur la forme que prendra l'écosocialisme et sur la manière dont les principes de la politique démocratique seront exprimés dans différentes cultures et à différentes époques. Il devrait suffire pour l'instant d'identifier les grandes lignes de ces scénarios et d'y travailler, tout en laissant les détails être élaborés dans le contexte des transformations nécessaires.

Buen vivir, bien vivre

Le concept de "buen vivir" (bien vivre) a eu un impact majeur sur la pensée progressiste en Amérique latine. Breilh (2021) a fourni une riche introduction pour les lecteurs anglophones, centrée sur le "bien-être" :

Le bien-être désigne en fait l'incarnation culturelle et spirituelle d'une reproduction sociale matérielle et saine. En ce sens, il s'agit d'une composante importante de la santé dans le paradigme de l'épidémiologie critique. Le bien-être implique donc à la fois une incarnation matérielle de modes et de styles de vie protecteurs, favorables, responsabilisants, sûrs, satisfaisants et sains - qui surmontent avec succès les éléments contradictoires des modes de vie destructeurs, minants, aliénants et malsains - et une incarnation subjective, culturelle et spirituelle proactive qui découle de la satisfaction liée à des activités collectives et personnelles sûres, gratifiantes, agréables et créatives.

Breilh reconnaît la contribution des traditions indigènes à l'appréciation croissante du "bien vivre" :

Les sociétés latino-américaines avec une forte présence de cultures indigènes offrent quelques raisons d'être optimistes. Un paradigme critique, académique et émancipateur lié à la société, à la vie et à la santé peut facilement s'harmoniser avec la philosophie et les principes du savoir des peuples autochtones, leur façon harmonieuse et écosensible d'être en relation avec Mère Nature, et leur éthique communautaire qui remplace la compétitivité par le partage et la fourniture mutuelle.

[Bobatto et al](#) (2020) s'exprimant du point de vue du PHM en Amérique latine (MSP-LA), décrivent la cosmovision indigène (cosmomiento) qui a inspiré et informé l'adoption sociale et politique plus large du buen vivir.

Dans chacune des cultures, une cosmogonie est produite par la relation entre l'homme et la nature. C'est la manière dont les êtres humains se représentent l'origine du monde, leur place dans le cosmos, leur conception de l'univers, le sens du passage humain qui crée une image du monde qu'une société se donne à elle-même comme résultat des connaissances les plus variées, du "cosmomiento", des traditions et des intuitions. Le "cosmomiento" est un mot proposé lors du troisième sommet continental des peuples indigènes d'Abya Yala [les Amériques] et fait référence au fait qu'il ne s'agit pas seulement de la connaissance de l'être humain, qui, dans la culture anthropocentrique, est associée au pouvoir et au prestige social, mais aussi de la connaissance de tous les êtres visibles et invisibles, organiques et non organiques, organiques, tangibles et intangibles.

La sagesse ancestrale, issue de la profondeur de la vision du monde des peuples qui ont toujours habité notre AbyaYala, nous rappelle qu'il existe d'autres façons de sentir et de vivre la vie, que nous appartenons à une force qui nous est supérieure et qui, en même temps, nous constitue.

[...]

En tant que membres du MSP-LA, nous sommes convaincus que le Bien Vivre, le Bien Vivre est le moyen de sortir de ce système prédateur. C'est la seule alternative au modèle capitaliste colonial, à la modernité, au développement et à l'extractivisme. Le bien-vivre millénaire peut sauver la planète, les visions du monde émancipatrices des peuples indigènes sont revitalisées, reconstituées et peuvent être à la base des projets politiques des peuples après 521 ans de

résistance. Nous allons vers la libre autodétermination et l'autonomie des peuples et sur ce chemin, notre Mouvement cherche à contribuer à la construction de la Souveraineté Sanitaire de nos peuples.

Ces dernières années, le bien-vivre a été présenté comme un important courant de réflexion en Amérique latine. Il implique un changement profond du modèle civilisationnel actuel.

L'idée du *buen vivir* a eu un large impact, au-delà de l'Amérique latine.

D'autres cultures indigènes et traditionnelles contribuent également à nous sortir de ce système prédateur. Dans les cultures indigènes d'Australie, les savoirs traditionnels sont véhiculés par des récits mais, à la différence de la tradition des Lumières, ce sont des savoirs qui englobent la moralité et l'action ainsi que l'histoire, la science, la géographie et l'astronomie. La "tradition des Lumières" imagine la connaissance comme la description d'une réalité supposée (dépouillée de moralité parce qu'elle est "objective") et sans espace pour le sujet qui sait ou pour l'agence (le sujet qui agit). Les connaissances des Lumières se situent en dehors du "monde réel" parce qu'elles en sont une description. Alors, où se situent-elles ? Sur la lune ? L'académie est-elle également en dehors du monde réel ?

Ces modes de connaissance ne sont pas nécessairement en opposition, mais si les récits d'origine peuvent s'adapter aux connaissances scientifiques, les connaissances réductionnistes n'ont pas de place pour l'éthique, la subjectivité ou l'action.

Les idées culturelles issues d'autres traditions élargissent également le champ de l'action culturelle, notamment la pensée féministe contemporaine qui a cherché à intégrer l'anticolonialisme du féminisme du tiers monde aux idées antipatriarcales du féminisme de la "deuxième vague".

Il est nécessaire de lutter contre la discrimination fondée sur le sexe, le racisme, le handicap et d'autres formes de discrimination sur la base des droits de l'homme, de la justice et de la solidarité. Cependant, cela fait également partie de la remise en question du capitalisme, car cela affaiblit le pouvoir des stratégies visant à diviser pour mieux régner. Dans les cultures où la diversité ethnique et de genre est valorisée, les discours de haine et la xénophobie ont une portée plus limitée.

Décolonialité y

La décolonisation ne consiste pas seulement à remplacer les structures du régime colonial par de nouvelles institutions de gouvernance représentative. Les résidus de la présence coloniale persistent dans les institutions de l'éducation, des services publics, des services et du commerce, ainsi que dans nos esprits.

L'expérience de la colonisation européenne laisse derrière elle des hypothèses sur les personnes dans le monde (l'homme blanc au centre) et sur la nature de la connaissance (une représentation d'une réalité singulière). L'anthropocentrisme de l'héritage colonial contribue à la persistance d'une orientation extractiviste. La vision réaliste et représentative de la connaissance est incapable de percevoir les différents sujets qui s'expriment dans des connaissances différentes et d'entendre que les anciens maîtres coloniaux parlent encore.

La décolonialité remet en question la vision anthropocentrique de l'humanité dans sa relation avec la nature et cherche à faire de la place pour la souveraineté des rivières, du plancton et des insectes. La décolonialité remet en question l'épistémologie de la vérité représentative et reconnaît la présence du sujet dans différents savoirs, ainsi que le pluralisme des savoirs correspondant à l'expérience vécue des connaisseurs.

Nouvelle configuration géopolitique s

Les structures de pouvoir de l'impérialisme et du capitalisme transnational sont remises en question par les gouvernements du Sud, y compris les nouvelles alliances et les nouvelles possibilités dans les espaces entre les États-Unis et la Chine.

Les nouvelles alliances entre les gouvernements du Sud ont des raisons d'être optimistes (voir la discussion sur le [nouveau monde multipolaire](#), ci-dessus). Toutefois, l'expérience de l'OING de 1974 laisse entrevoir certains risques et certaines conditions de réussite.

La solidarité intergouvernementale exprimée dans l'élan en faveur de l'ONEM n'a pas été facile à atteindre et a nécessité de longues négociations pour traiter les intérêts divergents des différents blocs au sein du Mouvement des non-alignés. Les alliances contemporaines doivent également tenir compte de perspectives différentes. (Par exemple, les intérêts du groupe de Cairns des exportateurs de produits agricoles (qui comprend plusieurs pays en développement) ne s'alignent pas complètement sur les intérêts des pays en développement qui ont besoin de protéger leur agriculture nationale).

Le contraste entre les orientations politiques progressistes proposées par les gouvernements participants et les politiques intérieures autoritaires de certains de ces gouvernements constitue une deuxième leçon tirée de la NIEO. Si la transformation mondiale en perspective doit aller au-delà d'un "espace" pour les pays en développement dans un régime de mondialisation néolibérale, les orientations politiques nécessaires (qui incluent une évolution vers l'écosocialisme) devront être associées à une puissante convergence de mouvements sociaux et politiques, défendant les conditions de vie et leurs divers héritages culturels et environnementaux, qui peuvent pousser des gouvernements démocratiquement responsables à dépasser les objectifs de "l'espace".

----ooooOOOOoooo----

Chapitre 6. La lutte pour la santé : affronter le capitalisme et l'impérialisme

Ce chapitre passe en revue les implications de l'analyse précédente pour le Mouvement pour la santé des peuples, pour la construction du mouvement, les pratiques culturelles et les choix stratégiques. Ces choix dépendent toujours des circonstances locales et des besoins immédiats, mais ils doivent également tenir compte des dynamiques plus globales et à plus long terme.

Le mouvement populaire pour la santé

PHM est un réseau de militants et d'organisations qui s'efforcent de créer un mouvement mondial en faveur de la santé pour tous.

L'engagement de PHM en faveur de la santé pour tous repose sur le travail des cercles nationaux de PHM, qui œuvrent au sein des communautés locales et travaillent en réseau aux niveaux du district, de la province, du pays et de la région.

Les cercles nationaux et régionaux de PHM s'intéressent aux conditions sociales qui déterminent la santé de la population. Ils travaillent également sur les questions de santé, notamment le renforcement des systèmes de santé, l'accès à des soins de santé décentes, la mise en œuvre des principes de soins de santé primaires et l'implication de la communauté dans la gestion, la planification et la responsabilité du système de santé.

Les programmes mondiaux et les groupes thématiques de PHM soutiennent de diverses manières le travail de nos cercles nationaux et régionaux. Les programmes mondiaux comprennent l'analyse politique effectuée dans Global Health Watch, l'engagement dans la gouvernance mondiale de la

santé par le biais de WHO Watch, et les possibilités de mise en réseau et de partage d'expérience par le biais de l'Université internationale de la santé des peuples. Les groupes thématiques constituent des forums dans lesquels les défis spécifiques des systèmes de santé, de l'environnement, de l'égalité des sexes, du commerce, des conflits et de l'alimentation peuvent être explorés. Le travail des cercles nationaux et régionaux, des programmes mondiaux et des groupes thématiques s'appuie sur les ressources organisationnelles, notamment PHM Exchange et les sites web de PHM.

Les structures, les forces et la dynamique du capitalisme jouent manifestement un rôle important dans l'organisation des soins de santé et de la santé de la population. C'est ce que reconnaît la [Charte des peuples pour la santé](#) (décembre 2000) :

Les politiques politiques, financières, agricoles et industrielles, imposées par les gouvernements nationaux et les organisations internationales, qui répondent principalement aux besoins du capitalisme, éloignent les gens de leur vie et de leurs moyens de subsistance. Les processus de mondialisation et de libéralisation économiques ont accru les inégalités entre les nations et à l'intérieur de celles-ci. De nombreux pays du monde, et en particulier les plus puissants, utilisent leurs ressources, y compris les sanctions économiques et les interventions militaires, pour consolider et étendre leurs positions, ce qui a des effets dévastateurs sur la vie des gens.

La [déclaration de Cuenca \(2005\)](#) a mis l'accent sur le néolibéralisme, la privatisation et le "libre-échange" :

Le cadre économique mondial du néolibéralisme, de la privatisation et du "libre-échange", rendu opérationnel par l'intermédiaire de l'OMC et des institutions financières internationales, a joué un rôle déterminant dans le transfert au secteur des entreprises du contrôle des déterminants de la santé. Cela conduit à la destruction de l'environnement, à la pollution toxique, au déni des droits à l'eau, à l'alimentation et à la vie elle-même. Le droit de l'homme à la santé et aux soins de santé doit primer sur les profits des entreprises, en particulier ceux des sociétés pharmaceutiques.

L'[appel à l'action du Cap](#) (2012) a renforcé ce point :

Notre santé a été dévastée par les politiques néolibérales qui sont la marque du capitalisme actuel. La crise mondiale de la santé est la conséquence de l'absence de prise en compte des déterminants sociaux, politiques et environnementaux de la santé. La crise capitaliste actuelle comporte plusieurs dimensions interdépendantes : politique, alimentaire, économique, financière et écologique. Elle trouve son origine dans le modèle néolibéral de mondialisation.

Et encore, dans la [Déclaration de Dhaka](#) (2018) :

La vision exposée dans la Charte des peuples pour la santé (2000) et la Déclaration de Cuenca (2005) est plus pertinente que jamais, car malheureusement, les causes profondes de la mauvaise santé et de l'inégalité persistent et doivent encore être inversées. Ces causes profondes sont profondément ancrées dans le patriarcat, l'esprit de caste, le racisme, le fondamentalisme religieux, le capacitisme, la transphobie et l'hétéro-normativité, et renforcées par le paradigme actuel du développement, qui se caractérise par l'individualisme, l'anthropocentrisme et le capitalisme néolibéral. Partout dans le monde, les communautés perdent de plus en plus leur accès à la terre, à l'eau et à leurs moyens de subsistance, tout en étant confrontées à une militarisation, une violence et une répression accrues.

L'[appel à l'action de Mar del Plata](#) (2024) affirme que la lutte pour la santé est une lutte pour la libération et contre le capitalisme.

Le monde capitaliste traverse une crise persistante et de plus en plus profonde, avec des problèmes structurels qui deviennent de plus en plus évidents. Il s'agit d'une crise irréversible du capitalisme et de l'impérialisme, et le Mouvement pour la santé des peuples y voit l'occasion de renverser l'hégémonie politique et de transformer le monde de manière à ce que la santé pour tous devienne une réalité.

Le PHM s'inscrit dans un large éventail de mouvements politiques et sociaux qui s'opposent au capitalisme et à l'impérialisme. Les tâches essentielles consistent à construire une convergence des mouvements sociaux et politiques basée sur la solidarité et la reconnaissance d'une cause commune, et à approfondir les alliances stratégiques avec les gouvernements progressistes du Sud.

Le présent document se concentre sur le rôle du capitalisme dans la détermination sociale de la santé des individus. Le concept de "détermination sociale de la santé" concentre notre attention sur les

structures, les forces, les processus et les dynamiques qui façonnent les conditions dans lesquelles nous grandissons, apprenons, jouons, travaillons et vieillissons. Cet usage contraste avec l'utilisation courante de "déterminants sociaux", qui met l'accent sur les caractéristiques dominantes de notre environnement social qui influencent la santé des personnes sans accorder une attention systématique aux processus sociaux, politiques et économiques qui reproduisent ces caractéristiques.

Quelles sont les implications, pour la stratégie de PHM, de la reconnaissance de la manière dont les obstacles à la santé publique sont reproduits par les forces et la dynamique du capitalisme et de l'impérialisme ?

Nous avons passé en revue la promesse non tenue de la santé pour tous et exploré huit façons dont le capitalisme et l'impérialisme font obstacle à la réalisation de la santé pour tous.

PHM a reconnu le défi dans les diverses déclarations citées ci-dessus, issues de la séquence des assemblées populaires de la santé.

La question est maintenant de savoir ce qu'il faut faire, comment nous allons construire notre mouvement, où nous allons mettre nos efforts. Où devons-nous déployer nos efforts ?

Le principe micro macro

Ce document a été préparé en mettant l'accent sur la lutte contre le capitalisme dans le cadre de la lutte pour la santé. Il s'agit d'un document d'ensemble, mais il ne doit en aucun cas être considéré comme une alternative à la myriade de problèmes locaux et immédiats auxquels les communautés sont confrontées, notamment l'accès aux soins de santé et la détermination sociale de la santé de la population.

Le défi des activistes est d'aborder les questions locales et immédiates de manière à traiter également les questions macro et structurelles à plus long terme. La concrétisation de cette idée dépendra des circonstances locales, mais elle impliquera de rassembler les récits qui parlent de ces relations macro-micro.

Action culturelle et politique directe

L'action culturelle (commoning, vivre différemment) consiste à résister à la marchandisation, à l'aliénation et à la dégradation de l'environnement dans nos propres vies et dans nos communautés. Elle inclut l'action directe (culturelle et politique) pour confronter les escrocs des entreprises et de la politique. Elle implique de vivre différemment et de se réapproprier les biens communs.

Une action culturelle est nécessaire pour restaurer et maintenir l'espoir, pour renforcer la foi dans le pouvoir potentiel du "peuple uni" et pour créer l'engagement communautaire et la résilience nécessaires pour défier et résister au retour de bâton du capital.

L'action culturelle en faveur de la santé s'inspirera des idées de la décolonialité et des principes du "*buen vivir*".

Plaidoyer politique visant l'action du gouvernement

Les stratégies visant à modifier le système peuvent être axées sur la défense des politiques en vue d'une action gouvernementale *et/ou* d'une action culturelle et politique directe.

L'action gouvernementale est nécessaire pour parvenir à un changement structurel à grande échelle, aux niveaux local, national et international. Toutefois, l'efficacité de la défense des politiques pour obtenir des changements dépend de l'intégrité, de la responsabilité et de la responsabilité démocratique du gouvernement.

Dans le cadre de la mondialisation néolibérale, la capacité des gouvernements à servir la population et à protéger la Terre nourricière est limitée :

- le manque de contrôle sur les investissements,
- le pouvoir politique des grandes entreprises (dons de campagne, pots-de-vin, portes tournantes),
- le pouvoir élargi du capital par le biais du "sentiment du marché", et
- la menace d'une intervention impériale (sanctions financières, déstabilisation secrète, action militaire).

Si l'action gouvernementale n'est pas démocratiquement responsable, elle ne pourra pas surmonter ces sources de résistance. La création de mouvements sociaux et politiques, enracinés dans leurs communautés, qui peuvent imposer une telle responsabilité implique une action culturelle directe ainsi qu'une action politique.

Solidarité et convergence

L'action des citoyens s'exprime dans les mouvements sociaux et politiques. Le Mouvement pour la santé des peuples fait partie de l'un de ces mouvements ; il s'agit du mouvement "Santé pour tous". Au cours des 24 dernières années, le PHM a œuvré de diverses manières à la mise en place de réseaux dans le cadre de ce vaste mouvement mondial de la santé pour tous.

La lutte pour la santé se déroule à côté de nombreuses autres luttes portant sur des priorités différentes dans des contextes différents, même si, à bien des égards, les circonstances sous-jacentes sont encadrées par les mêmes structures profondes. Cependant, alors que chacun de ces mouvements poursuit ses propres objectifs et stratégies, sans collaboration entre les mouvements, les structures sous-jacentes, y compris le capitalisme transnational, ne sont pas remises en question.

La coordination des voix des personnes à travers ces différents mouvements nécessite des voies de convergence ; convergence à travers le mouvement syndical, le mouvement pour la justice entre les sexes, le mouvement environnemental, le mouvement agroécologique et pour la souveraineté alimentaire, divers mouvements de libération nationale et leurs mouvements de solidarité affiliés. La convergence appelle à une écoute profonde au-delà des différences, à la solidarité là où d'autres souffrent et à la reconnaissance des structures communes d'oppression et de dégradation.

Les utilisations de l'"identité" sont généralement structurées autour d'axes particuliers d'oppression ou de discrimination (sexe, appartenance ethnique, capacités, etc.). Ces oppressions doivent être combattues, mais nous devons aller au-delà des multiples luttes séparées pour la libération.

La notion d'intersectionnalité met en évidence les multiples identités de chacun d'entre nous et le rôle du contexte dans la mise en évidence ou la non-reconnaissance des différentes identités. Dans un mouvement social tel que PHM, le patriarcat, les stéréotypes ethniques, l'hétéronormativité et le capacitisme peuvent tous introduire des discriminations non réfléchies dans notre collaboration. L'ouverture au retour d'information et l'approfondissement de la solidarité par l'écoute au-delà des différences sont des ressources essentielles à la construction du mouvement.

Nous devons également reconnaître le rôle que joue le capitalisme dans la reproduction de ces oppressions distinctes. Les luttes identitaires spécifiques doivent être contextualisées dans le cadre d'une analyse plus large du capitalisme, y compris une analyse de classe. Tous les axes de l'oppression doivent être abordés ; une politique de l'amour et des droits est essentielle pour construire la solidarité et la convergence nécessaires pour renverser le capitalisme.

Donner la priorité à nos connexions communautaires

Les messages de PHM et notre force politique dépendent des liens étroits que nous entretenons avec les communautés dont nous cherchons à promouvoir les besoins et dont nous dépendons pour nous faire entendre.

Nous devons continuer à construire le PHM à partir de la base, en donnant la priorité à notre travail aux niveaux national et régional. Le plan stratégique de PHM (2020-2025) engage nos programmes mondiaux et nos cercles thématiques à réorienter leur organisation et leurs activités pour s'engager plus étroitement avec les militants de PHM (et les militants potentiels) travaillant dans les cercles nationaux et régionaux.

Le projet de convergence des mouvements commence également aux niveaux local, national et régional. Il s'agit d'établir des partenariats avec les mouvements politiques et sociaux qui sont largement alignés sur les orientations de PHM, de développer la communication et les échanges avec ces alliés (et les alliés potentiels).

En Amérique latine, par exemple, PHM a construit et consolidé de nouvelles alliances avec une série de réseaux, dont le Mouvement agroécologique latino-américain (MAELA), le Mouvement des économies sociales et solidaires, La Via Campesina, la Campagne pour un curriculum global, l'Université Buen Vivir, le Forum de Sao Paulo et bien d'autres encore.

Soins de santé primaires

La déclaration d'Alma-Ata sur les soins de santé primaires reste une source d'inspiration pour les travailleurs de la santé progressistes. L'article 3 de la déclaration cite l'appel à une ONIE et, ce faisant, situe la lutte pour la santé dans le contexte de l'économie et de la politique mondiales.

La déclaration fournit des conseils pratiques aux professionnels de la santé sur l'importance de l'accès aux soins de santé primaires et sur la nécessité d'agir sur les conditions qui déterminent la santé de la communauté. Elle invite les professionnels de la santé à se considérer comme travaillant en partenariat avec leurs communautés, à ne pas se contenter de fournir des services médicaux, mais à collaborer pour renforcer les soins de santé et à s'engager ensemble dans la création de communautés en bonne santé.

L'importance d'Alma-Ata dans la promotion de ce partenariat de santé communautaire souligne l'importance de la confrontation avec les forces politiques qui cherchent à commercialiser et à privatiser les soins de santé. La campagne de la Banque mondiale et de l'OMS sur la "couverture sanitaire universelle", qui sert de couverture au projet de commercialisation et de privatisation des soins de santé, est particulièrement préoccupante.

Il reste de la place pour développer le récit des soins de santé primaires, notamment en intégrant les idées de l'écosocialisme et du *buen vivir* dans la lutte en cours pour atteindre la santé pour tous.

Espoir, incertitude et action

Par le passé, la lutte révolutionnaire était considérée comme la principale voie vers les profonds changements sociaux et politiques nécessaires pour remplacer le capitalisme. La lutte révolutionnaire reste la stratégie nécessaire dans de nombreux contextes, mais les possibilités de transformation révolutionnaire à l'échelle mondiale à l'ère de la mondialisation néolibérale impérialiste transnationale semblent plus incertaines.

Cependant, l'histoire est imprévisible. En période chaotique, de petites perturbations peuvent conduire des systèmes complexes au-delà de la stabilité.

Notre monde traverse une crise profonde ; il est essentiel de comprendre les causes profondes de cette crise pour déterminer les mesures à prendre afin de rétablir l'équilibre de notre monde.
La santé pour tous maintenant ! reste notre appel et nous travaillerons sans relâche pour atteindre cet objectif.

---ooooOOOOoooo---

Références

Bobatto, M. B., G. Segovia et S. M. Rosas (2020). "El Buen Vivir, camino del Movimiento Mundial de Salud de los Pueblos Latinoamérica hacia otra alternativa al desarrollo / La bonne vie (Buen Vivir), le chemin du Mouvement des peuples latino-américains pour la santé vers une alternative au développement " Saúde em Debate **44**(Special Issue 1) : 24-36.

Breilh, J. (2021). Critical Epidemiology and the People's Health, Oxford : Oxford University Press.

Grosfoguel, R. (2011). "Décoloniser les études postcoloniales et les paradigmes de l'économie politique : Transmodernité, pensée décoloniale et colonialité globale". TRANSMODERNITY : Journal of Peripheral Cultural Production of the Luso-Hispanic World **1**(1).

Legge, D. G. (2024). Universal health coverage : case study in the political economy of global health. Routledge Handbook on the Political Economy of Health and Healthcare D. Primrose, R. Chang et R. Loeppky, Routledge.

Preker, A. S. et A. Harding, Eds. (2003). Innovations dans la prestation de services de santé : la corporatisation des hôpitaux publics. Washington, Banque mondiale.

Smith, J. (2016). L'impérialisme au XXIe siècle : mondialisation, super-exploitation et crise finale du capitalisme. New York, Monthly Review Press.

Conseil de l'OMS sur l'économie de la santé pour tous (2022). Les données sur l'utilisation du temps peuvent clarifier des éléments cruciaux pour la santé pour tous. Perspectives. Genève, OMS.